Vie et Boulogne communauté de communes



PLUi-H

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL ET HABITAT

6BIS – ANNEXES

	Prescription	Approbation	Exécutoire
Elaboration	21.03.2016	22.02.2021	23.03.2021
Mise à jour n°01 et 02		01.04.2021	01.04.2021
Mise à jour n°03		16.04.2021	16.04.2021
Mise à jour n°04		07.06.2021	07.06.2021
Mise à jour n°05		20.09.2021	20.09.2021
Mise à jour n°06		28.02.2023	28.02.2023
Mise en compatibilité par déclaration de projet n°01		20.03.2023	23.04.2023
Mise à jour n°07		22.05.2023	24.05.2023
Modification n°01	19.05.2022	20.11.2023	23.12.2023
Modification n°02	19.05.2022	20.11.2023	23.12.2023
Modification n°03	16.06.2022	20.11.2023	23.12.2023
Révision allégée n°01	11.07.2022	23.09.2024	27.10.2024
Révision allégée n°02	25.09.2023	23.09.2024	27.10.2024
Mise à jour n°08	22.11.2021	29.09.2024	02.10.2024
Mise à jour n°09		16.04.2025	17.04.2025
Mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique n°02		21.08.2026	17.09.2026
Modification n°04	20.03.2025	09.11.2026	
Modification simplifiée n°01	17.07.2025	26.01.2026	30.01.2026
Révision allégée n°03	24.11.2025		
Révision allégée n°04	24.11.2025		
Révision allégée n°05	15.12.2025		
Mise à jour n°10		30.06.2026	30.06.2026

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire en date du 09/11/2026

Fait au Poiré-sur-Vie,

Guy Plissonneau
Président de la CC Vie et Boulogne
11 nov. 2026

Communauté de Communes 24, rue des Landes 85170 LE POIRÉ S/VIE VIE et BOULOGNE

HABITAT DÉPLACEMENTS ÉCONOMIE AGRICULTURE ENVIRONNEMENT PATRIMOINE



Communauté de communes

Vie et Boulogne

PLUi-H

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL ET HABITAT

ANNEXES SANITAIRES

www.vie-et-boulogne.fr

VIE et BOULOGNE
Communauté de Communes

Aizenay / Apremont / Beaufou / Bellevigny / Falleron / Grand'Landes / La Chapelle Palluau / La Génétouze / Les Lucs-sur-Boulogne
Le Poiré-sur-Vie / Maché / Palluau / Saint-Denis-la-Chevasse / Saint-Etienne-du-Bois / Saint-Paul-Mont-Penit

vendée eau
Le service public de l'eau potable

NOTE DE PRESENTATION DESTINEE A ETRE INCORPOREE DANS LES DOSSIERS DE PLAN LOCAL D'URBANISME DES COMMUNES ADHERENTES A VENDEE EAU

❶ Présentation générale de l'Alimentation en Eau Potable en Vendée

Vendée Eau, Syndicat Départemental d'Alimentation en Eau Potable de la Vendée, a été créé le 20 juin 1961. Il regroupe 277 communes sur 282, qui lui ont transféré la compétence « eau potable » par le biais de Syndicats Intercommunaux d'AEP.

Seules les communes de FONTENAY LE COMTE, ROCHESERVIERE, LA ROCHE SUR YON, ST MARS LA REORTHE et ST PHILBERT DE BOUAINE n'en font pas partie.

❷ Rôle et fonctionnement des Syndicats Intercommunaux et de Vendée Eau

Les communes, de par la loi, sont responsables de la production et de la distribution de l'eau potable sur leur territoire.

En Vendée, elles ont transféré ces compétences aux Syndicats Intercommunaux d'AEP qui ont eux-mêmes, depuis le 1er janvier 1999, transféré la compétence "distribution d'eau potable" à **Vendée Eau**.

Ainsi, les Syndicats Intercommunaux restent compétents pour la production de l'eau potable (propriétaires et gestionnaires des captages, des forages et des usines de traitement d'eau potable, propriétaires des barrages et responsables de la protection de la ressource – qualité des eaux brutes) ; de plus, ils représentent les communes et les abonnés auprès de **Vendée Eau**, et à l'inverse représentent localement **Vendée Eau**.

Vendée Eau auquel adhèrent tous les Syndicats Intercommunaux, est responsable de la distribution de l'eau potable aux abonnés ; ses missions sont les suivantes :

- il est maître d'ouvrage, c'est à dire propriétaire des ouvrages (châteaux d'eau, surpressions...), des réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable et des branchements particuliers,
- il en confie l'exploitation, en gérance, à des sociétés privées qui sont responsables, en particulier, de la qualité de l'eau distribuée,
- il établit "le Règlement du Service de distribution d'eau et du contrat d'abonnement" à l'attention des abonnés,
- il décide annuellement des tarifs du Service de l'eau potable qui est le même pour les abonnés des 277 communes adhérentes,
- il vend l'eau potable aux abonnés ; les factures sont émises et perçues par les sociétés gérantes, pour le compte de **Vendée Eau**,
- il est responsable du compte financier d'exploitation du Service.
- Il décide, finance et met en oeuvre les investissements nécessaires au bon fonctionnement de la distribution de l'eau potable aux abonnés.
- il décide annuellement les tarifs des branchements particuliers établis sur les conduites d'eau potable existantes, qui sont appliqués par les sociétés gérantes
- il fixe annuellement le bordereau des prix des Travaux Hors Programme, pour la desserte en eau potable des constructions neuves ou existantes, lotissements publics ou privés.

❸ Conditions d'alimentation en eau potable des communes

95 % des ressources en eau potable des Syndicats Intercommunaux et de **Vendée Eau** proviennent de 12 barrages réservoirs implantés sur des cours d'eau, auxquels sont adjoints 9 usines de potabilisation. Il s'agit d'eau de surface.

Le volume restant est produit localement par des captages et forages d'eau souterraine.

Des conduites principales permettent l'adduction de l'eau vers les différents secteurs d'exploitation et des canalisations de distribution assurent la desserte des abonnés. Les réseaux sont autant que possible interconnectés pour offrir une sécurité au niveau de la production d'eau potable entre les usines, et pour que chaque commune dispose d'au moins deux possibilités d'approvisionnement.

Les réseaux sont souvent de type "gravitaire" à partir de réservoirs sur tour, mais certains secteurs disposent d'une alimentation "surpressée".

Un bilan annuel des conditions d'alimentation en eau potable (origine de l'eau, qualité de l'eau) spécifiques à chaque commune établi par la DDASS de la Vendée, est adressé personnellement à chaque abonné avec sa facture d'eau.

❹ Travaux d'extension du réseau public d'eau potable

Les Syndicats Intercommunaux et **Vendée Eau** financent et réalisent, dans le cadre de leurs programmes annuels de travaux, les investissements relatifs à la production, à l'amélioration de la ressource et de la qualité de l'eau, à l'adduction principale et aux interconnections, aux renforcements et aux renouvellements de réseaux, ainsi que les investissements d'extensions du réseau pour desservir les habitations principales anciennes encore alimentées par un puits particulier.

Par contre, les investissements d'extension du réseau public pour desservir une maison neuve, un lotissement, une activité nouvelle, une résidence secondaire, etc... voire des travaux de renforcement localement nécessaires pour alimenter un nouveau lotissement ou un besoin nouveau important, sont financés par la commune et le demandeur en application du Code de l'Urbanisme (pour la partie des extensions réalisées sous voie publique).

Vendée Eau est maître d'ouvrage des travaux : il s'agit alors de Travaux Hors Programme qui sont définis dans le "Règlement du Service de distribution d'eau et du contrat d'abonnement".

Le Règlement impose aussi que chaque logement, chaque construction ou chaque activité, dispose de son propre branchement particulier sur le réseau public, le regard de compteur étant implanté sur la partie de la propriété à jouissance privative.

Il en résulte en particulier que la desserte d'un ensemble privé de logements doit être réalisée par un réseau public au sein de la propriété privée.

Les immeubles collectifs qui ne peuvent pas techniquement respecter cette règle sur le plan technique, en particulier les immeubles verticaux, doivent être équipés d'un branchement particulier avec un compteur général par cage d'escalier et chaque logement doit disposer d'un compteur individuel.

Vendée Eau est également maître d'ouvrage de ces travaux, qui sont à la charge du demandeur; il s'agit aussi de Travaux Hors Programme.

❺ Application et mise en oeuvre

L'application et la mise en oeuvre des dispositions ci-dessus, sont définies par **Vendée Eau,** ZAC Bell – 57 rue Paul Emile Victor – 85036 LA ROCHE SUR YON Cedex (☎ 02.51.24.82.00), pour le compte des communes adhérentes. Le Service des Eaux est à la disposition des administrés et des abonnés pour apporter les informations complémentaires souhaitées.

6 juin 2013

L'origine de l'eau distribuée

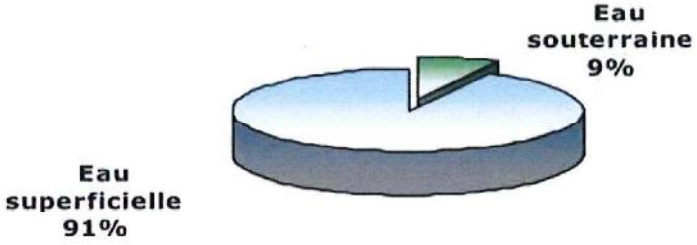
Les eaux de surface constituent l'essentiel de la production.

L'alimentation en eau potable du département est assurée à plus de 90% par des eaux de surface, provenant de 10 retenues (ou barrages) pour l'essentiel et d'une prise au fil de l'eau, associées à 11 usines de traitement :

Angle Guignard	**Apremont**
Marillet	**Bultière**
Finfarine	**Mervent**
Gaon	**Jaunay**
Moulin Papon	**Rochereau**

Usine des Martyrs à St Laurent sur Sèvre (eau de la Sèvre Nantaise en mélange avec de l'eau souterraine provenant d'un puits)

Origine de l'eau produite en Vendée en 2011



Une qualité à conforter

Les eaux de surface sont particulièrement chargées en éléments chimiques et biologiques qu'il est nécessaire d'éliminer avant la mise en distribution.

Les exigences de qualité de l'eau distribuée et la dégradation de la ressource imposent aujourd'hui la mise en place de filières de traitements complètes et des **programmes de restauration de la qualité de l'eau** à l'échelle des bassins versants.

Les eaux souterraines sont peu exploitées.

Les eaux souterraines du département sont peu utilisées pour l'alimentation en eau potable puisqu'elles représentent à peine 10% des eaux consommées. L'eau provient de plusieurs captages associés à 13 stations de traitement pouvant aller d'une simple chloration à un affinage plus poussé. Les ressources sont localisées principalement :

- **à l'est du département** : captages en zone de socle, à productivité faible.
- **au sud du département** : captages dans le Dogger ou le Lias, de productivité importante.

Par ailleurs, une quinzaine de communes du nord-est vendéen sont alimentées par de l'eau importée de la Loire Atlantique en provenance de l'usine de Basse Goulaine (nappe alluviale de la Loire).

Un potentiel à préserver et à développer

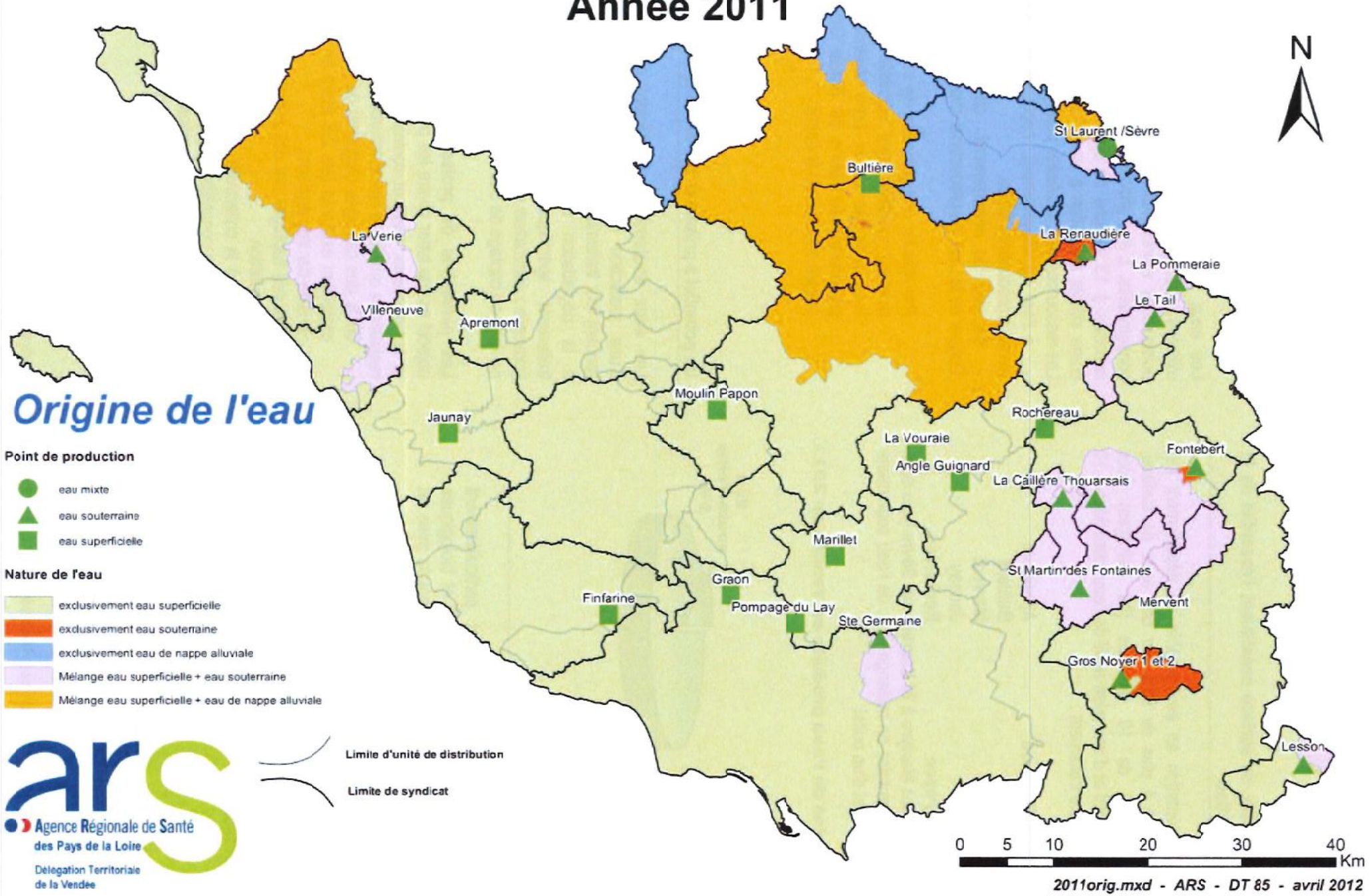
Les eaux souterraines bénéficient généralement d'une protection naturelle et d'une stabilité qui rendent leur traitement plus simple. Cependant, face à la dégradation de certaines ressources, un traitement spécifique peut s'avérer nécessaire (exemple : élimination des nitrates et des pesticides de l'eau au captage de Sainte Germaine à Luçon).

Les périmètres de protection, dont le premier objectif est de lutter contre les pollutions ponctuelles et accidentelles, peuvent contribuer à préserver ou restaurer la qualité de ces ressources.

- 80 % des captages disposent de périmètres de protection existants (les 2/3 étant en cours de révision car trop anciens),
- 20% des captages ont des périmètres en cours d'instauration.

Il appartient à la collectivité et au maître d'ouvrage d'engager et de concrétiser cette procédure qui doit conduire à un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (Code de la Santé Publique, article L1321.2)

Les eaux distribuées en Vendée
Année 2011



Origine de l'eau

Point de production

- eau mixte
- eau souterraine
- eau superficielle

Nature de l'eau

- exclusivement eau superficielle
- exclusivement eau souterraine
- exclusivement eau de nappe alluviale
- Mélange eau superficielle + eau souterraine
- Mélange eau superficielle + eau de nappe alluviale

Limite d'unité de distribution

Limite de syndicat

ars
Agence Régionale de Santé
des Pays de la Loire
Délégation Territoriale
de la Vendée

2011orig.mxd - ARS - DT 85 - avril 2012

EXERCICE 2014

vendée eau
Le service public de l'eau potable

RAPPORT ANNUEL du PRESIDENT sur LE PRIX et LA QUALITE du SERVICE PUBLIC de L'EAU POTABLE

SYNTHESE – CONTENU du RAPPORT

1 Le cadre et la composition du Rapport

Ce rapport est établi en application du décret n° 95 –635 du 6 mai 1995 qui prévoit que le Maire ou le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable.

Vendée Eau est compétent pour la distribution de l'eau potable sur le territoire des 277 communes adhérentes à l'un des 11 Syndicats Intercommunaux en charge de la production d'eau potable, qui composent la collectivité départementale.

C'est donc un rapport unique, présenté par le Président de **Vendée Eau**

Ce rapport a été présenté, pour avis, à l'Assemblée Générale de **Vendée Eau** le 25 juin 2015.

Il se compose de deux parties :

- le rapport
- les annexes.

2 Que trouve-t-on dans ces documents ?

Dans le rapport :

La présentation de Vendée Eau

- La composition de **Vendée Eau et ses compétences**
- Le mode de gestion des équipements avec la liste des exploitants et les caractéristiques principales des contrats.

Les indicateurs techniques

- Les données relatives à la ressource :
  - localisation
  - volumes produits
  - origine de l'eau (surface, souterraine)

- Les indicateurs physiques relatifs à la distribution (population, nombre d'abonnés, volumes consommés et distribués, évolution des principaux indicateurs...)

- La qualité de l'eau distribuée présentée sous forme de cartes de synthèses thématiques pour les paramètres suivants : bactériologie, dureté, nitrates, autres pesticides, sous produits de désinfection (les trihalométhanes et les bromates).

Les indicateurs financiers

- La facturation du service de l'eau potable aux abonnés (composition du tarif – fréquence des relevés – mode d'établissement des factures – contenu de la facture ...)

- Les tarifs du Service de l'eau potable 2014 et les composantes d'une facture d'eau potable pour un abonné ayant choisi le tarif Bleu, disposant d'un compteur de calibre 15 mm et pour une consommation annuelle de 120 m^3 – comparaison 2011 par rapport à 2013

- Le bilan d'exploitation à partir des éléments ressortant du Compte Administratif 2014

- L'annuité de la dette et son encours

- Le montant global des dépenses d'investissement

Les indicateurs de performance

- Institués par le décret et l'arrêté du 2 mai 2007 et la circulaire d'application du 28 avril 2008, pour les Services d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif, à compter de l'exercice 2008.

- 3 indicateurs descriptifs et 14 indicateurs de performance pour les Services publics d'eau potable, pour une information sur l'évolution pluriannuelle de la qualité et de la performance du Service et des comparaisons avec d'autres Services d'eau potable en France.

- Nota : le mode de calcul de l'indicateur P 103.2 – Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable – a été modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013.

Dans les annexes :

- **Annexe I** - La délibération n°2013VEE02CS13 du 27 juin 2013 décision des tarifs du Service d'eau potable pour l'année 2014.
- **Annexe II** – La note d'information de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.
- **Annexe III** - Le récapitulatif par organisme bancaire de la dette 2014 de **Vendée Eau** et l'évolution de l'encours de la dette et des charges d'investissement.
- **Annexe IV** - Les analyses d'eau potable aux points de production
  Il s'agit de la synthèse des analyses effectuées en 2014 dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire. Ces analyses concernent les points de production (usines ou captages), elles sont présentées sous forme de tableaux et le cas échéant de courbes.
- **Annexe V** - Les données spécifiques aux Syndicats Intercommunaux

Cette annexe se décompose pour chaque syndicat en 3 parties :

- **la composition**
  La première partie concerne la composition du syndicat.
- **les travaux sur les réseaux**
  La seconde partie concerne la liste des travaux du programme 2014.
- **la qualité de l'eau distribuée**
  Il s'agit des synthèses établies par l'ARS des Pays de Loire, délégation territoriale de la Vendée à partir des analyses effectuées en 2014 dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire. Ces analyses concernent les synthèses des analyses réalisées sur les réseaux de distribution.
  Ces synthèses sont classées par unité de gestion (zone correspondant à un SIAEP) et par unité de distribution (partie de l'unité de gestion ayant la même origine de l'eau distribuée et le même exploitant).

3 Les principales données de Vendée Eau en 2014

Volume d'eau acheté	44 030 232 m³ dont 41 410 427 m³ aux SIAEP producteurs adhérents et 2 619 805 m³ à d'autres collectivités
Origine de l'eau	91,2 % eau de surface 8,8 % eau souterraine
Nombre total d'abonnés	367 910
Volume consommé par les abonnés	36 058 276 m³
Volume exporté	2 933 887 m³ dont 2 800 875 m³ vers des collectivités extérieures au département
Longueur du réseau d'eau	14 510 km
Rendement global du réseau	88,6 %
Indice linéaire de consommation	6,8 m³/km/jour
Indice linéaire de pertes en réseau	0,95 m³/km/jour
Montant total des recettes au CA 2014	88 717 619,72 € dont 71 230 000,00 € pour la vente de l'eau aux abonnés
Montant total des dépenses au CA 2014	72 624 448,89 € dont 18 035 000,00 € pour la rémunération des exploitants et 20 661 171,22 € pour les achats d'eau
Excédent d'exploitation propre à l'exercice	16 093 170,83 €
Excédent global d'exploitation (avant autofinancement de l'investissement)	22 162 813,58 €

Annuité de la dette	4 116 365,30 €
Emprunts contractés	7 050 000,00 €
Encours de la dette au 31.12.2014	58 960 368,85 €
Montant du programme d'investissement	32 710 000,00 €

4 Les indicateurs de performance

D 101.0 – Estimation du nombre d'habitants desservis	574 912 habitants desservis
D 102.0 – Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,21 € TTC/m³
D 151.0 – Délai maximum d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service	Article 6 du règlement de service de **Vendée Eau** : délai de 48 heures ouvrées suivant la demande d'abonnement
P 101.1 – Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie.	99,6%
P 102.1 – Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques.	99,7%
P 103.2 – Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	91 points sur 120
P 104.3 – Rendement du réseau de distribution	88,6 %
P 105.3 – Indice linéaire des volumes non comptés P 106.3 – Indice linéaire de pertes en réseau	0,95 m³/km/jour par défaut 0,95 m³/km/jour
P 107.2 – Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,9 %
P 108.3 – Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	85 %
P 109.0 – Montant des abandons de créances ou des versements à un fond solidarité	0,002 €/m³
P 151.1 – Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1,0 pour 1 000 abonnés
P 152.1 – Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	99,2 %
P 153.2 – Durée d'extinction de la dette de la collectivité	1,8 année
P 154.0 – Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,67 %
P 155.1 – Taux de réclamations	1,8 pour 1 000 abonnés

Commune de LA GENETOUZE

ACTUALISATION ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

- - -

SICAA ETUDES
12 Bd. de la Vie
85170 Belleville s/vie - BELLEVIGNY
Tel : 02-51-24-40-25
Mail : contact@sicaa.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE *2*
LISTE DES TABLEAUX *4*
LISTE des CARTES *4*
LISTE DES FIGURES *4*
I. Préambule *5*
II. Contexte territorial -communauté de communes de Vie et Boulogne *6*
III. Contexte Environnemental *9*
III.1 Situation géographique 9
III.2 Démographie 10
III.3 Topographie 11
III.4 Géologie 12
III.5 Hydrogéologie 13
III.6 Aptitudes des sols à l'épandage superficiel 14
III.7 Hydrographie - Hydrologie 14
III.8 Qualité physico-chimique et biologique 16
III.9 Objectif de qualité 16
III.10 Zonages environnementaux 17
III.11 Zone inondable 18
III.12 Normes de rejet station d'une capacité inférieure à 2000 EH 18
III.13 SDAGE et SAGE 19
IV. Les infrastructures d'assainissement *26*
IV.1 Assainissement collectif existant 26
IV.2 Réseau de collecte 26
IV.3 Zonage existant 27
IV.4 Unité de traitement 27
IV.5 Données STEP Bourg 28
IV.6 Actions pour réduire les apports d'eaux claires parasites 31
IV.7 Capacité résiduelle des ouvrages de traitements 31
IV.8 Réseau pluvial 32
IV.9 Assainissement non collectif 33

V. Généralités sur l'Assainissement non collectif 34
V.1 Principe général de fonctionnement 34
V.2 Filières réglementaires 34
V.3 Entretien d'une installation d'assainissement non collectif 35
VI. Présentation des secteurs étudiés 36
VII. Estimation des dépenses : Etude des scénarii secteurs urbanisables 37
VIII. Prévisionnel des flux polluants envoyés en station d'épuration 38
IX. Conclusion 39
X. Rappel des obligations en matière d'assainissement 40
Annexe 1 : 42
Projet de zonage collectif 42

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des bilans pollution entre 2015 et 2017 (source CD85) 28

LISTE DES CARTES

Carte 1 :Densité de population Vie et Boulogne (Source INSEE) 7
Carte 2 :Localisation de la commune de LA GENETOUZE 9
Carte 3 :Contexte topographique de la commune de LA GENETOUZE par rapport à la Vendée (Source Géoportail) 11
Carte 4 : Topographie générale de la commune de LA GENETOUZE (Source géoportail) 12
Carte 5: Carte géologique de la commune de LA GENETOUZE (Source BRGM) 13
Carte 6 :Contexte hydrologique de la commune de LA GENETOUZE par rapport aux masses d'eau (Source SIGLoire) 14
Carte 7 : Réseau Hydrographique de la commune de LA GENETOUZE (Source SIGLoire) 15
Carte 8 : Inventaire zone humides communale LA GENETOUZE (Source Vie et Boulogne) 17
Carte 9: Répartition des SAGE commune de LA GENETOUZE (Source Gesteau) 19

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Communes membres de la communauté de communes de Vie-et-Boulogne 7
Figure 2: Évolution démographique (Source INSEE) 10
Figure 3 : débits entrant STEP 2017 (Source CD 85) 28
Figure 4 ::Evolution des taux de charge entrantes (source CD85) 29

I. PREAMBULE

Dans le cadre des obligations du code général des collectivités territoriales, la commune de LA GENETOUZE a défini les zones de son territoire qui sont concernées par l'assainissement collectif et celles qui sont concernées par l'assainissement non collectif. Cette commune fait partie de la Communauté de communes de VIE et BOULOGNE.

La dernière actualisation du zonage d'assainissement date de 2015.

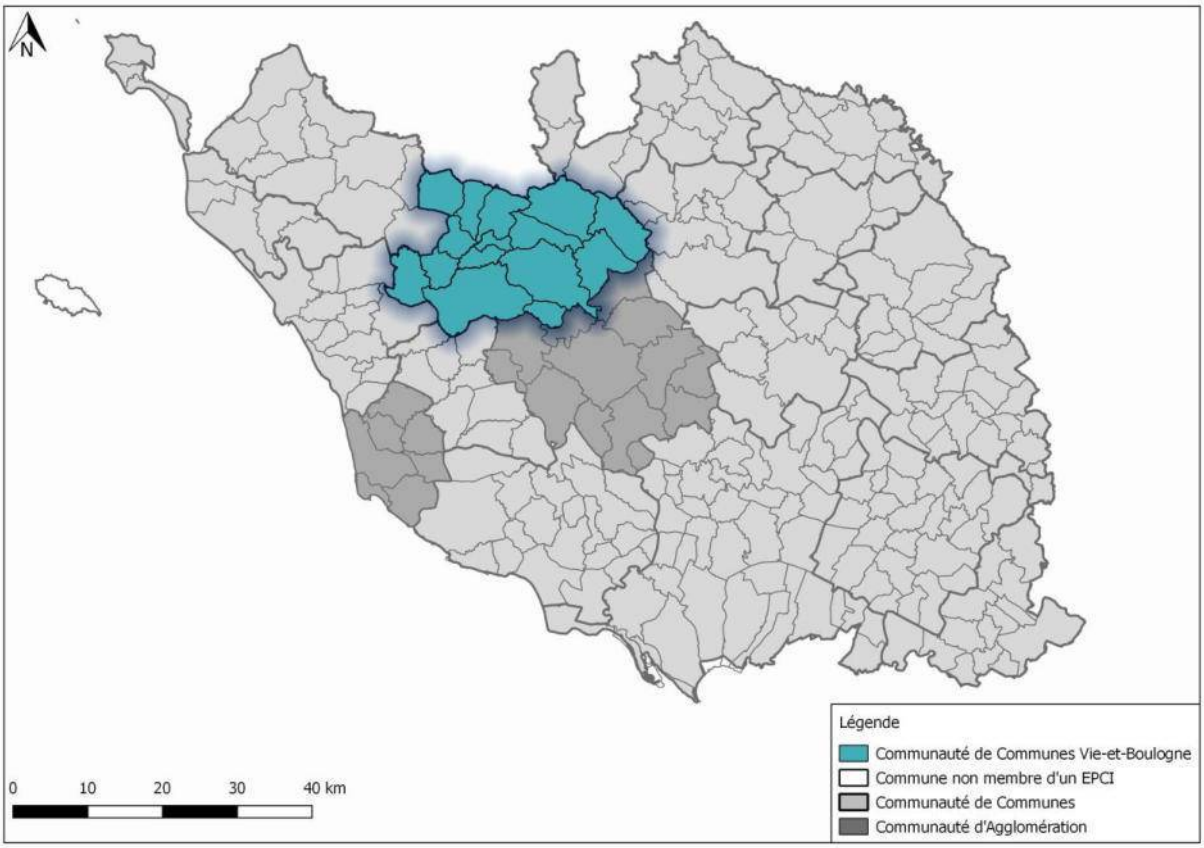
La communauté de communes est en cours d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal habitat PLUi-H. Il convient donc de faire correspondre PLUi et zonage d'assainissement pour chaque commune membre de la communauté de communes.

La présente proposition concerne la révision du zonage d'assainissement sur l'intégralité du zonage communal, en concordance avec le P.L.Ui- H.

Les objectifs de cette étude sont donc :

- Quantifier la pollution émise à collecter sur le Bourg, vérifier les capacités résiduelles des équipements ;
- Mettre en relief les besoins en matière de développement de l'habitat et la capacité de prise en charge des ouvrages de traitement collectifs ;
- Réalisation d'une carte de zonage d'assainissement des EU modifiée au 1/5000, en cohérence avec le zonage PLUi- H, qui sera soumise à enquête publique.

II. CONTEXTE TERRITORIAL -COMMUNAUTE DE COMMUNES DE VIE ET BOULOGNE



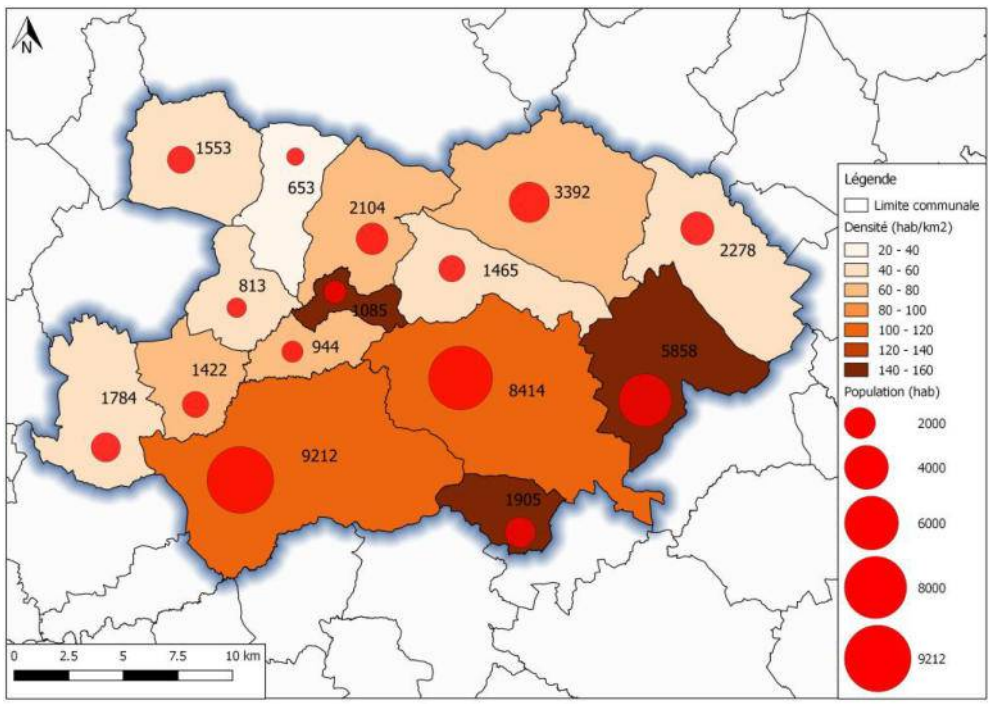
La Communauté de communes de Vie et Boulogne demeure l'une des dix-neuf (19) établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre du département de la Vendée. Elle est créée le 1er janvier 2001suite à la fusion de la communauté de communes de Vie-et-Boulogne (comprenant à l'origine 8 communes depuis l'année 2000) et de celle du Pays-de-Palluau (comprenant également 8 communes depuis 2001).

La Communauté de communes de Vie et Boulogne regroupe actuellement quinze (15) communes, faisant ainsi un territoire de 49 000 ha sur lequel évolue une population totale estimée à 42 882 habitants.

Communes	Population (hab)	Superficie (ha)
Beaufou	1465	2797
Bellevigny	5858	3905
Falleron	1553	2902
Grand'Landes	653	2043
La Chapelle-Palluau	944	1303
La Genétouze	1905	1330
Le Poiré-sur-Vie	8414	7218
Les Lucs-sur-Boulogne	3392	5339
Maché	1422	1832
Palluau	1085	755
Saint-Denis-la-Chevasse	2278	4002
Saint-Étienne-du-Bois	2104	2975
Saint-Paul-Mont-Penit	813	1689
Aizenay	9212	8200
Apremont	1784	2973

Figure 1: Communes membres de la communauté de communes de Vie-et-Boulogne

La répartition démographique reste assez inégale, avec des foyers de peuplement localisés autours des centres urbains, administratifs et économiques du territoire. La commune de Aizenay, demeure la commune la plus peuplée, avec 9 212 habitant. Elle est suivie par les communes de Poiré-sur-Vie siège de la communauté de communes (8 414 habitants) et de Bellevigny (5 858 habitants). En revanche, La commune de Palluau, qui du point de vue superficie ne fait que 7.55 km^2, reste la plus dense avec 143.71 habitants/km^2.



Carte 1 :Densité de population Vie et Boulogne (Source INSEE)

Grand'Landes reste cependant la commune la moins peuplée et la moins dense, avec seulement 653 habitants pour une superficie de 20.43 km^2.

Afin de définir les orientations économiques et de hiérarchiser les interventions en fonction de ce dynamisme démographique, la Communauté de communes de Vie et Boulogne a acquis différentes compétences, dont les principales sont :

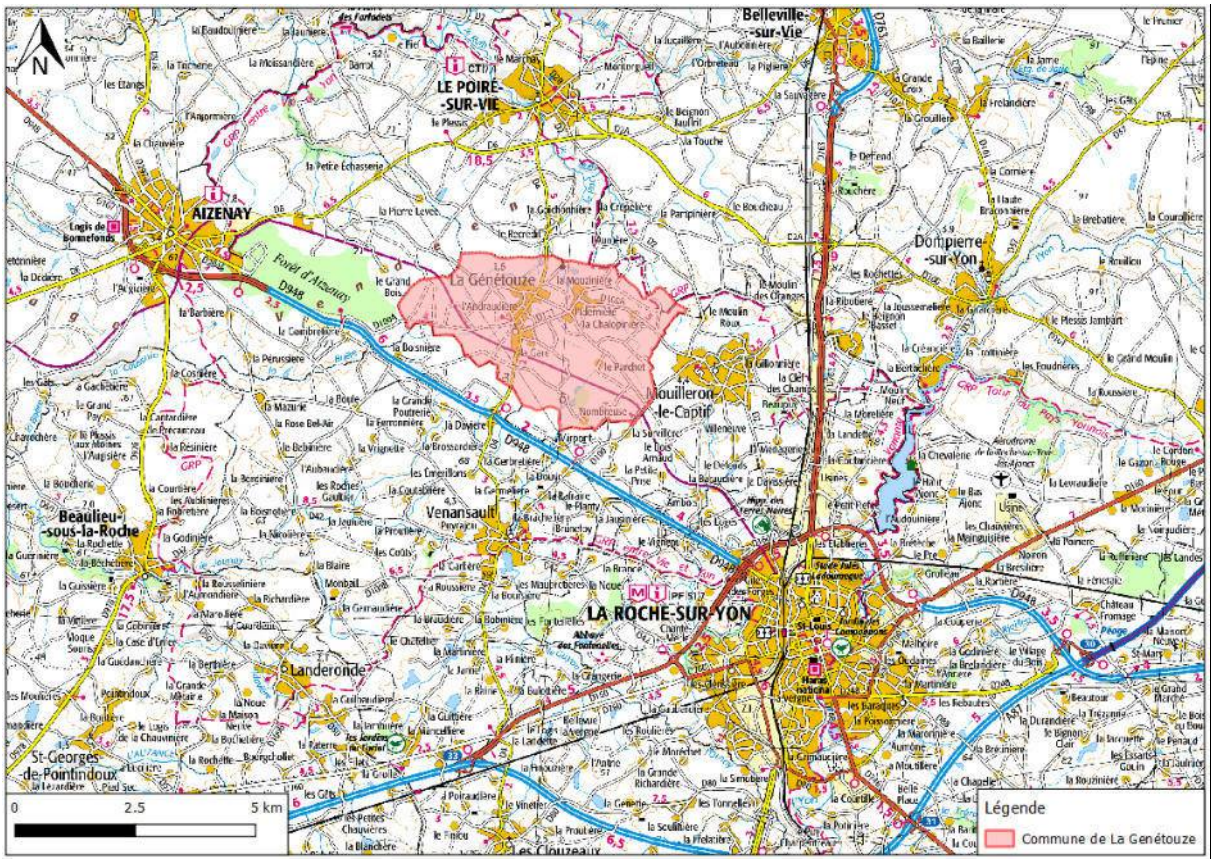
- Gestion des déchets ;
- L'habitat et l'aménagement du territoire ;
- L'assainissement non collectif.

Cette dernière compétence implique des actions concrètes pour la maîtrise des eaux usées, et la gestion des ouvrages hydrauliques. Parallèlement, l'aménagement de l'espace reste un enjeu important en ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie, le développement local et la gestion des zones à urbaniser. Ainsi, l'élaboration de documents d'urbanisme (PLUi) requière des études sur les infrastructures d'assainissement existantes et une révision des zonages eaux usées par commune.

III. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

III.1 Situation géographique

La commune de LA GENETOUZE (85) se situe dans le bocage vendéen, à environ 8 km au Nord-Ouest de l'agglomération yonnaise.
La surface communale est de 1 310 hectares.



Carte 2 :Localisation de la commune de LA GENETOUZE

III.2 Démographie

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la population et du nombre de résidences principales sur la commune de LA GENETOUZE (période 1968-2015).

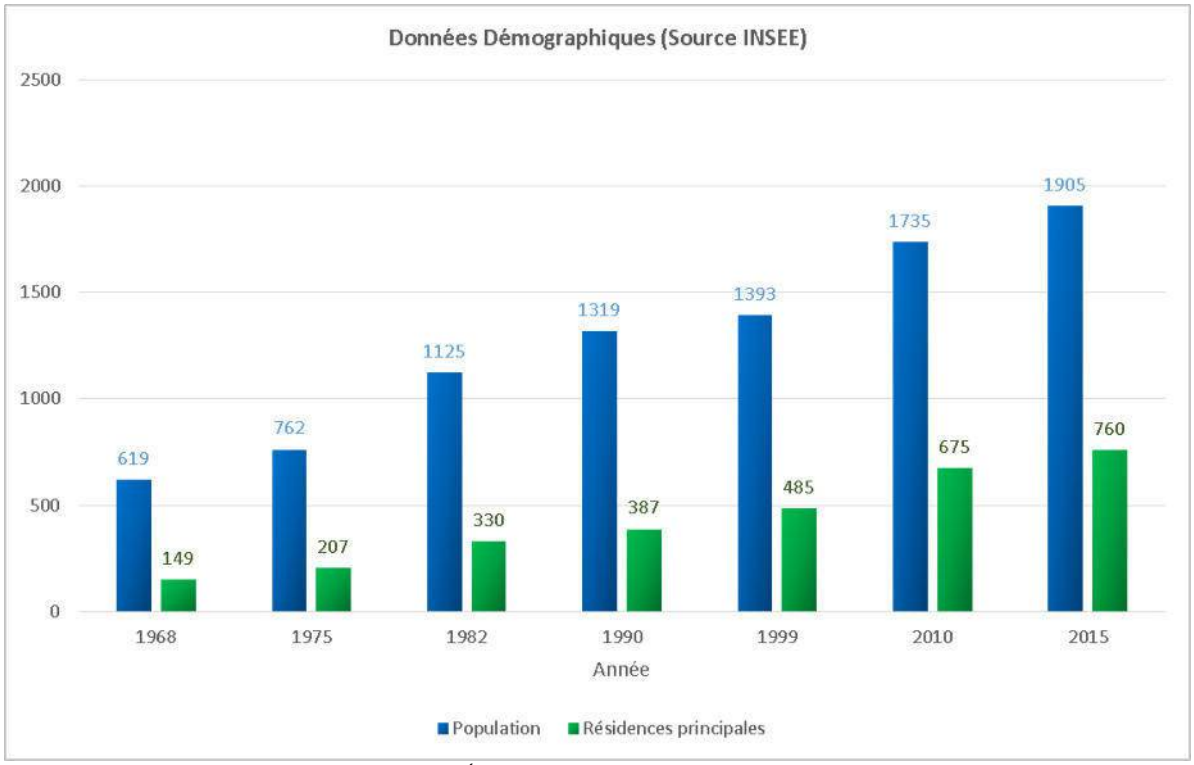


Figure 2: Évolution démographique (Source INSEE)

En 2015, la population totale recensée est estimée à 1 905 habitants et le nombre de résidences principales est de 760 logements, pour un taux d'occupation moyen de 2,5 habitants/logement.

	1990 à 1999	***1999 à 2010***	***2010 à 2015***
Variation annuelle moyenne de la population en %	0.6	2.0	1.9
due au solde naturel en %	0.8	1.1	0.9
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0.1	0.9	1.0
Taux de natalité (‰)	11.0	14.3	11.8
Taux de mortalité (‰)	3.4	3.3	3.2

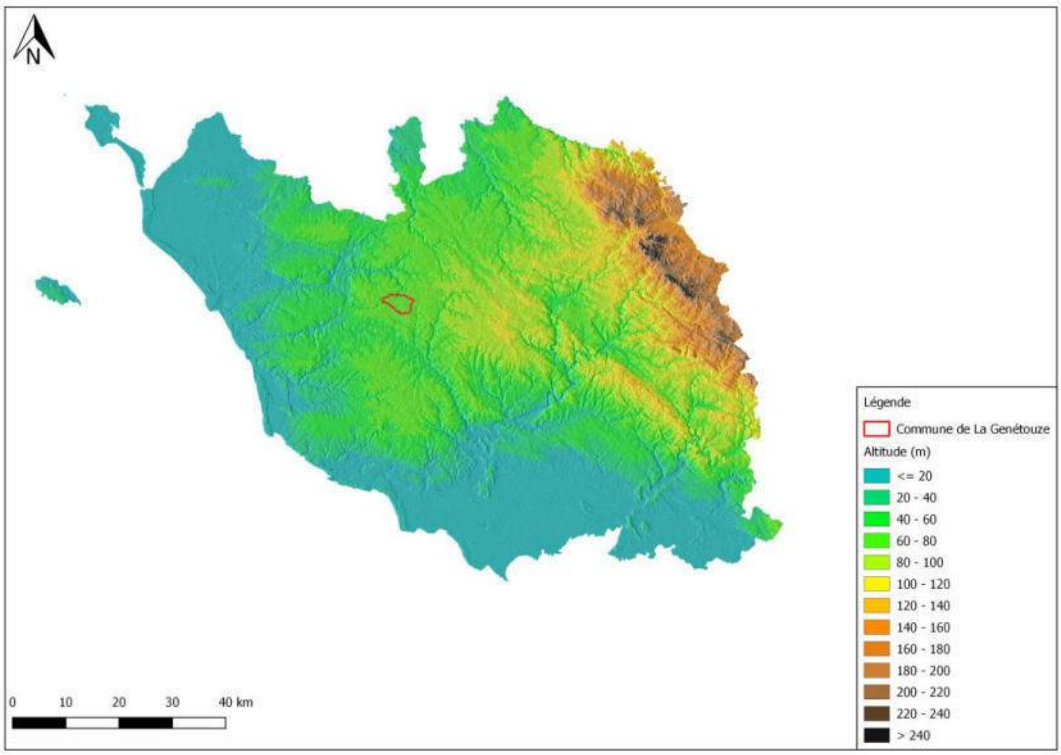
L'accroissement démographique de ces dernières années repose :

- en premier lieu par le renouvellement naturel de la population
- soutenue par l'arrivée de populations, en particulier de jeunes ménages entre 2010-2015.

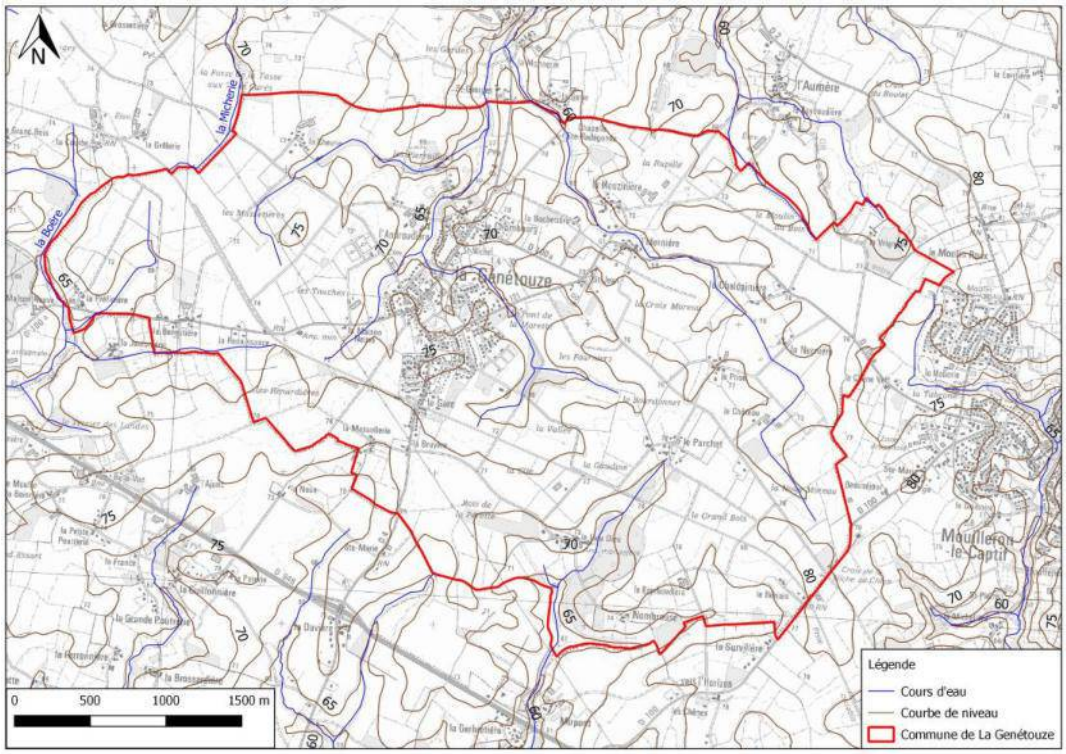
Conformément au phénomène de desserrement des ménages caractéristique de toutes les communes françaises, le nombre de personne par ménages a diminué en 34 ans (série effectuée entre 1968 et 2015). En 2015, il est de 2.5 personnes/ménage.

Le parc des résidences secondaires et occasionnelles représente moins de 1% des habitations, soit 5 habitations.
Le parc de logements vacants représente 5% des habitations, soit 42 habitations.

III.3 Topographie



Carte 3 :Contexte topographique de la commune de LA GENETOUZE par rapport à la Vendée (Source Géoportail)

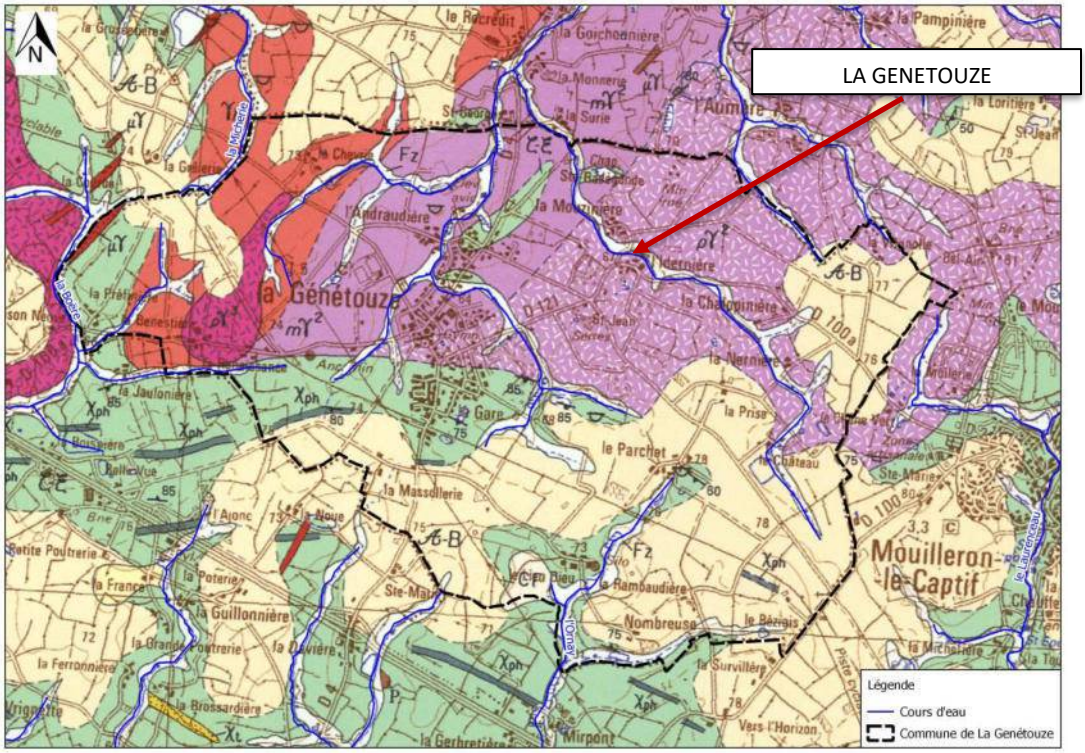


Carte 4 : Topographie générale de la commune de LA GENETOUZE (Source géoportail)

Le territoire communal présente un profil peu différencié.

III.4 Géologie

Les terrains primaires dominent sur la commune de LA GENETOUZE. Ils sont représentés par un assemblage de granites variés.
Ces roches datent du système Viséen (- 328 à -335 millions d'années).
En position de plateau des formations loessiques (limons éoliens) recouvrent le socle altéré (la Massollerie, Le Parchet)).
Enfin, des alluvions récents et actuels recouvrent le socle dans les principaux ruisseaux (Le Roc, La Courbe).



Carte 5: Carte géologique de la commune de LA GENETOUZE (Source BRGM)

III.5 Hydrogéologie

Les formations métamorphiques sont le plus souvent considérées comme des formations imperméables. Il faut toutefois nuancer cette affirmation : la richesse en eau des formations cristallophylliennes est liée à leur fissuration et à leur degré et type d'altération. L'eau est contenue dans les niveaux supérieurs, elle circule à la faveur de fissures ou de failles contenues dans la roche saine.
L'existence de nappes dans ces formations va dépendre de la porosité et de la fissuration du socle et du type et degré d'altération. Ces formations ne sont en général pas favorables à la circulation d'eau et généralement les débits d'exploitation ne dépassent pas 5m3/h.

Plusieurs types de nappes peuvent néanmoins être considérés :

- Les nappes profondes : la réserve en eau est particulièrement limitée.
- Les nappes perchées de plateau comprises dans la frange altérée du socle et dans les limons éoliens. Leur épaisseur est limitée.
- Les nappes d'accompagnement situées dans les formations cénozoïques des lits majeurs des ruisseaux. Un petit aquifère de faible épaisseur est présent dans les bancs de sables et de graviers au contact du socle imperméable. Ces nappes présentent un rôle important par leur réserve alimentant les cours d'eau en étiage.

Il n'y a pas de captage d'adduction d'eau potable sur la commune.
La nappe de surface contenue dans les couches superficielles est exploitée par des puits domestiques.

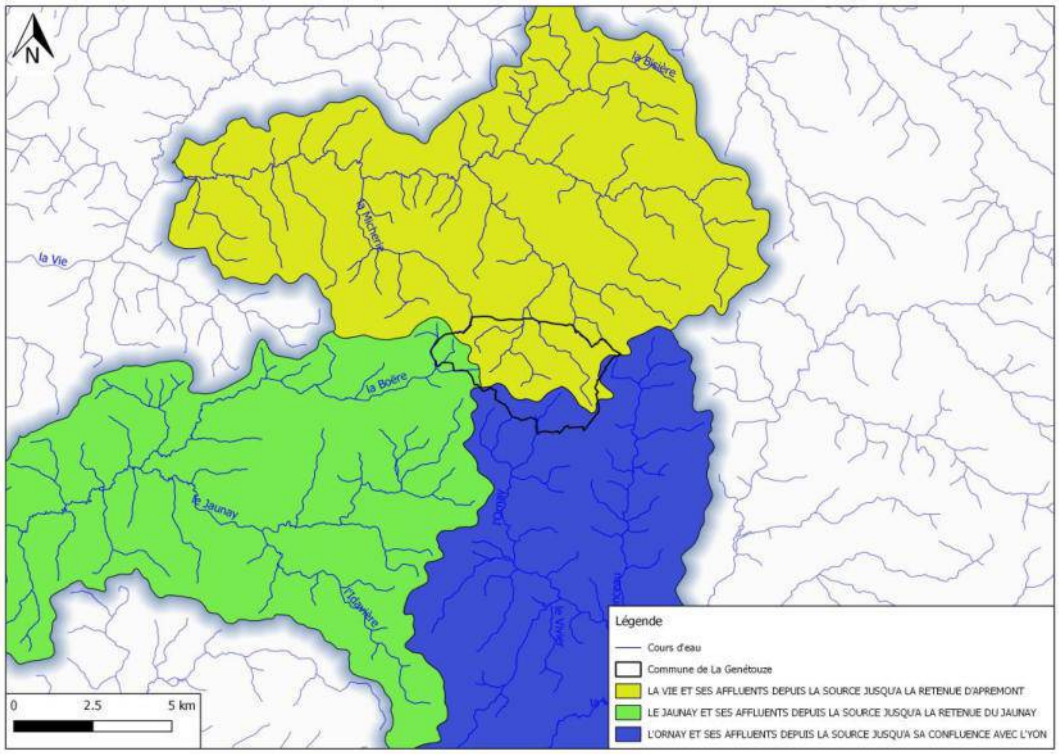
III.6 Aptitudes des sols à l'épandage superficiel

Globalement, à l'échelle de la commune, les sols sont peu aptes à l'assainissement individuel par épandage superficiel. Les sols se développent généralement sur des formations argileuses, dans lesquels une filière drainée est le dispositif le plus approprié à l'épuration des eaux usées.

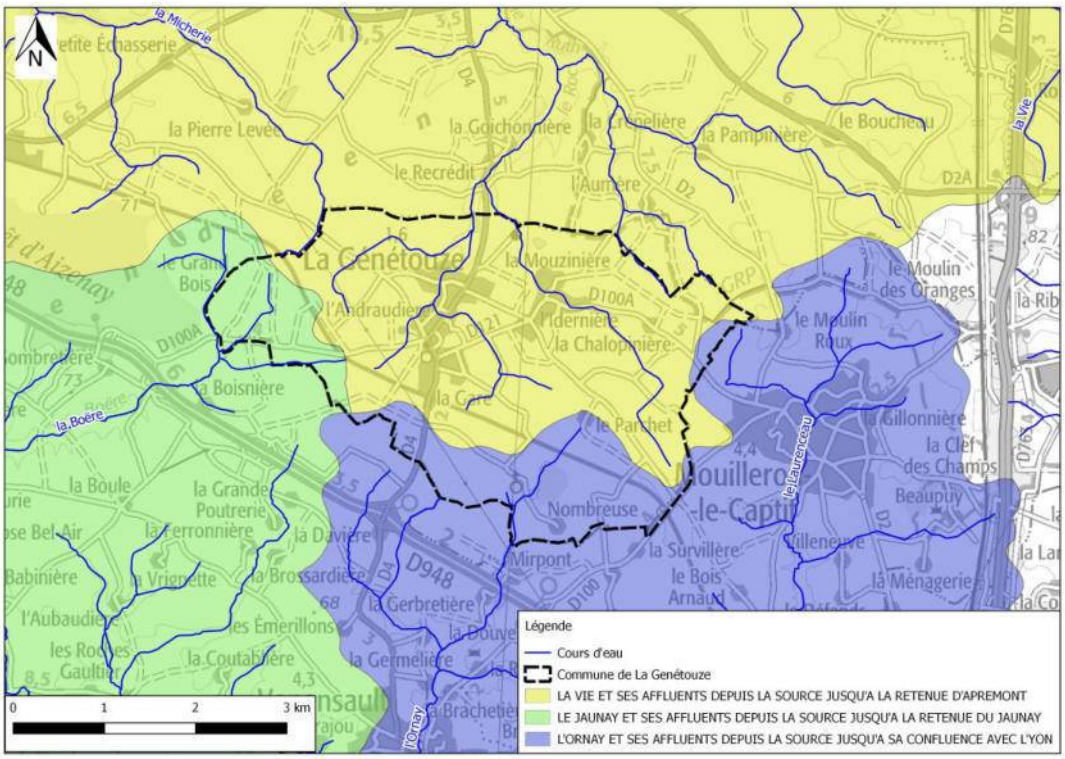
III.7 Hydrographie - Hydrologie

La commune de LA GENETOUZE se trouve sur trois bassins versants :

- La Vie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue d'Apremont
- Le Jaunay et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue du Jaunay
- L'Ornay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yon



Carte 6 :Contexte hydrologique de la commune de LA GENETOUZE par rapport aux masses d'eau (Source SIGLoire)



Carte 7 : Réseau Hydrographique de la commune de LA GENETOUZE (Source SIGLoire)

La commune de La GENETOUZE s'étend sur 3 bassins versants :

- Les trois quarts du territoire communal (y compris le bourg) se situe sur le bassin versant du ruisseau Le Roc, affluent du ruisseau Le Ruth, ce dernier se jetant dans La Vie au Poiré sur Vie ;
- La partie Sud de La Genétouze appartient au bassin versant du ruisseau Le Guyon (source au Parchet), affluent de l'Ornay à l'intersection des limites communales de La Roche sur Yon, Venansault et Les Clouzeaux ;
- Enfin, l'extrémité Ouest (grossièrement délimitée par la piste cyclable départementale) est sur le bassin versant du ruisseau de La Courbe, affluent du Jaunay à La Chapelle Hermier.

Ces ruisseaux présentent des étiages sévères (assecs fréquents).
Les ouvrages de traitement des eaux usées collectifs sont situés dans le bassin versant de la Vie.

III.8 Qualité physico-chimique et biologique

Sources : SDAGE Loire-Bretagne, Etat écologique 2013 des cours d'eau (données 2011-2012-2013)

Trois masses d'eau ont été définies au niveau de la commune :

- La Vie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue d'Apremont
- Le Jaunay et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue du Jaunay
- L'Ornay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yon

Masse d'eau	Etat écologique validé	Niveau de confiance validé	Etat biologique	Etat physico-chimie générale
La Vie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue d'Apremont	Médiocre	Élevé	Médiocre	Médiocre
Le Jaunay et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue du Jaunay	Médiocre	Élevé	Médiocre	Médiocre
L'Ornay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yon	Moyen	Élevé	Moyen	Médiocre

III.9 Objectif de qualité

Sources : Agence de l'eau, Gest'eau

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Loire-Bretagne 2016-2021 fixe des objectifs d'état écologique et chimique.

Masse d'eau	Objectif écologique	Objectif chimique
La Vie et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue d'Apremont	Bon état 2027	Non défini
Le Jaunay et ses affluents depuis la source jusqu'à la retenue du Jaunay	Bon état 2027	Non défini
L'Ornay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yon	Bon état 2021	Non défini

III.10Zonages environnementaux

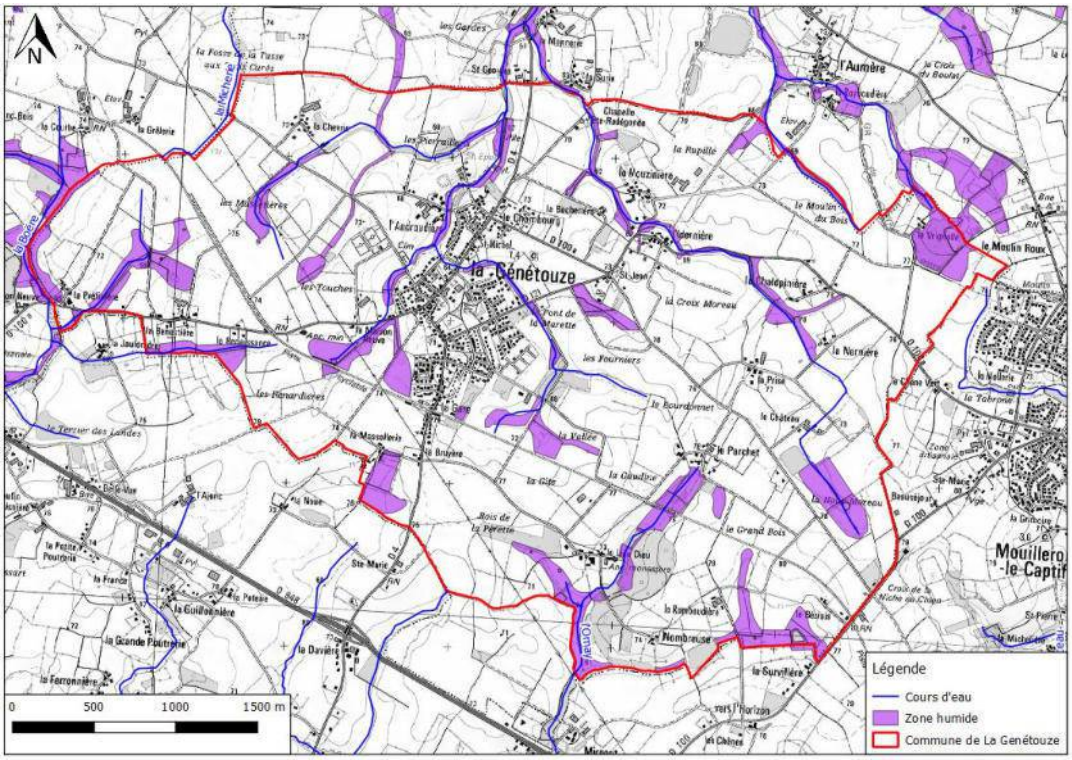
III.10.1 Zones naturelles

Selon la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire (DREAL), le territoire communal de la Génétouze n'est concerné par aucune des mesures d'inventaires, de gestion ou de protection telles que :

- Zone Naturelle d'Intérêts Écologiques Floristiques et Faunistiques (ZNIEFF) ;
- Zone NATURA 2000 - Zone de Protection Spéciales (ZPS) / Sites d'Importance Communautaire (SIC) ;
- Zone d'Intérêt Communautaire Oiseaux (ZICO) ;
- Arrêté Préfectoral de protection de biotope ;
- Réserve naturelle volontaire.

Toutefois, le territoire communal comporte un patrimoine environnemental intéressant à préserver.

III.10.2 Zones humides



Carte 8 : Inventaire zone humides communale LA GENETOUZE (Source Vie et Boulogne)

L'inventaire des zones humides communal a été réalisé sur la commune de LA GENETOUZE en 2012.

La présence de zones humides en aval de zones agglomérées ou de futures zones urbanisables nécessitent la prise en compte de la bonne gestion qualitative et quantitative des ruissellements d'eaux pluviales avec pour objectif la conservation des fonctionnalités écologique des réservoirs humides.

Dans ce cadre, les orientations suivantes seront fixées pour les projets de gestion pluviale :

- Limitation ou compensation de l'imperméabilisation des zones urbanisables en amont
- Privilégier les compensations douces et végétalisées pour favoriser la rétention des polluants (noues, bassin tampons non étanches enherbés,…)
- Anticiper et circonscrire les risques de pollutions directes (ouvrages de dépollution sur les zones d'activités industrielles ou autres)

III.11Zone inondable

La commune de LA GENETOUZE ne fait pas partie des communes concernées par le risque inondation.

III.12Normes de rejet station d'une capacité inférieure à 2000 EH

Les usages de l'eau en aval des stations d'épuration contribuent à déterminer les niveaux de qualité minimale d'un rejet.

Les performances minimales des stations d'épuration ayant un flux de DBO_5 en entrée inférieur ou égal à 120 kg / jour (soit 2 000 EH) sont fixées dans l'arrêté du 21 juillet 2015.

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement minimum à atteindre	Concentration rédhibitoire, moyenne journalière
DBO5	35 mg / l	60%	70 mg/l
DCO	200 mg / l	60%	400 mg/l
MES (1)	-	50%	85 mg/l

(1) : Les valeurs des différents tableaux se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté. Toutefois, les analyses effectuées en sortie des installations de lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES. La concentration rédhibitoire des MES dans les échantillons d'eau non filtrée est alors de 150 mg/l en moyenne journalière, quelle que soit la CBPO traitée.

Des valeurs plus sévères peuvent être fixées par le préfet au regard des objectifs environnementaux.

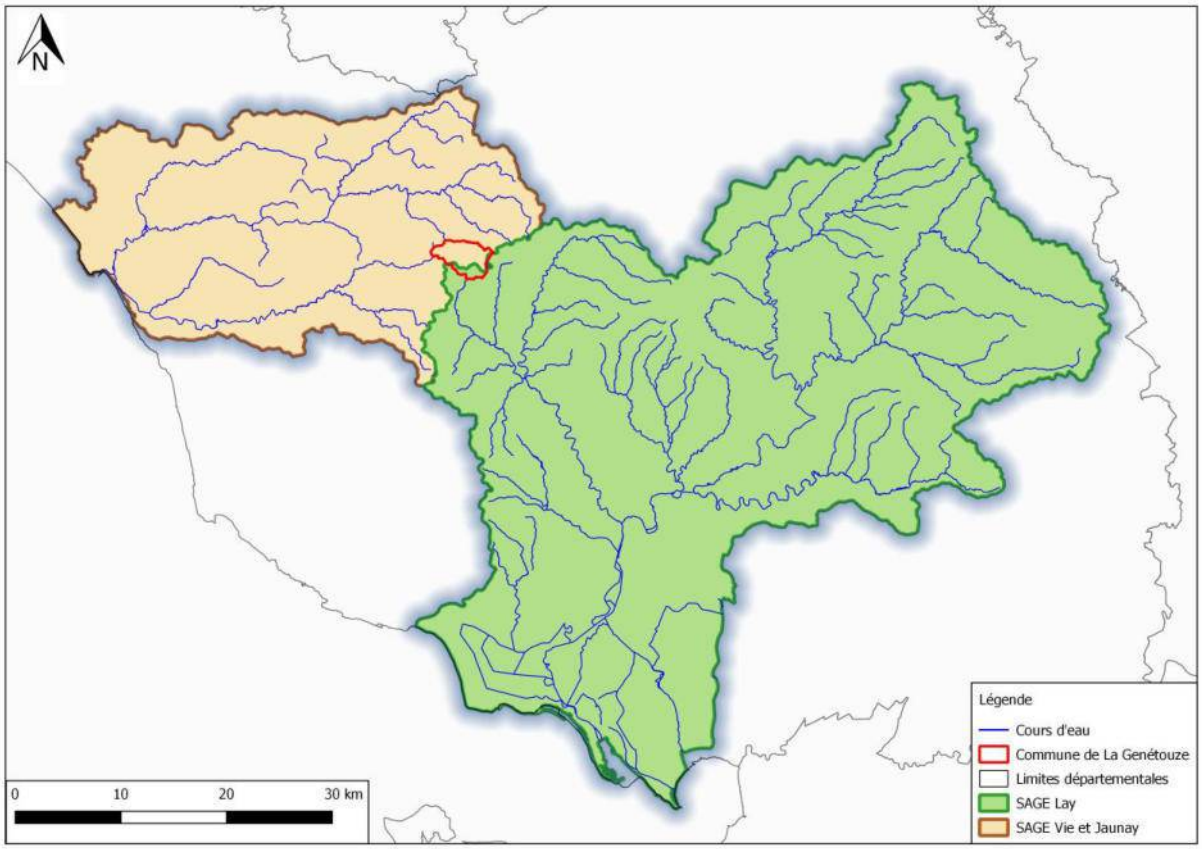
Toutefois, un dépassement de ces performances peut exceptionnellement être toléré pendant de courtes périodes en cas de situations inhabituelles (précipitations ou circonstances exceptionnelles, opérations de maintenance programmées).

III.13SDAGE et SAGE

La commune de LA GENETOUZE est concernée par

- le SAGE de Vie et Jaunay
- le SAGE Lay.

Ces documents traitent des actions à engager et des objectifs à atteindre pour la bonne gestion des eaux usées sur les territoires concernés.



Carte 9: Répartition des SAGE commune de LA GENETOUZE (Source Gesteau)

III.13.1 SDAGE Loire-Bretagne

La Directive Cadre sur l'Eau a également introduit la notion de masses d'eau. Les masses d'eau correspondent à des unités ou portions d'unités hydrographiques ou hydrogéologiques constituées d'un même type de milieu : rivière, estuaire, nappe, plan d'eau,…

C'est à l'échelle de ces masses d'eau que va s'appliquer l'objectif de « bon état ». En cela, les masses d'eau sont donc un outil d'évaluation. En termes de gestion, l'unité de référence est toujours le bassin versant.

Le projet de programme de mesures 2016-2021 est élaboré à partir du diagnostic de territoire du bassin Loire-Bretagne (état des lieux de 2013 adopté le 12 décembre 2013 par le comité de bassin) et des objectifs environnementaux figurant dans le projet de Sdage 2016-2021 adopté le 2 octobre 2014 par le comité de bassin en vue des consultations.
Il fixe 14 orientations.

Le SDAGE Loire Bretagne s'est fixé comme 3ème orientation fondamentale de réduire les rejets de pollution organique et bactériologique.
Les orientations sont les suivantes :

- 3A Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du Phosphore
  - 3A-1 De poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore
  - 3A-2 Le renforcement de l'auto-surveillance des rejets par les propriétaires ou exploitants des stations d'épuration
  - 3A-3 De favoriser le recours à des techniques rustiques d'épuration (lagunes et filtres plantés de roseaux à écoulement vertical) pour les ouvrages de faible capacité
  - 3A-4 L'élimination du phosphore à la source

- 3B Prévenir les apports de phosphore diffus
  - 3B-1 De réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires
  - 3B-2 Un retour progressif à l'équilibre de la fertilisation pour le reste du territoire
  - 3B-3 L'interdiction de rejets directs dans le milieu naturel pour tout nouveau dispositif de drainage agricole

- 3C Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents
  - 3C-1 Un diagnostic des réseaux
  - 3C-2 Une réduction de la pollution des rejets par temps de pluie

- 3D - Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée
  - 3D-1Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements
  - 3D-2 Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales
  - 3D-3Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales
- 3E - Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes

III.13.2 SAGE Vie et Jaunay

L'élaboration du SAGE du bassin versant de la vie et du Jaunay s'inscrit dans la ligne directe du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Loire Bretagne, approuvé le 26 juillet 1996 par le préfet coordonnateur de bassin et révisé le 18 novembre 2009.
Le périmètre du SAGE de la Vie a été fixé par arrêté préfectoral le 5 mars 2001. Il couvre 780 km² et concerne tout ou partie de 37 communes.
Le SAGE a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011.

Les travaux menés par la CLE visent à atteindre une gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau respectueuse des usages et des milieux présents sur le bassin versant.
Pour répondre à cet enjeu stratégique, le SAGE Vie-Jaunay s'est fixé trois objectifs spécifiques :

- optimiser et sécuriser quantitativement la ressource en eau ;
- améliorer la qualité des eaux pour garantir les usages et besoins répertoriés sur le bassin versant ;
- opter pour une gestion et une maîtrise collective des hydrosystèmes de la Vie et du Jaunay.

Un objectif stratégique a été ajouté aux trois cités précédemment. Il consiste à favoriser les initiatives locales de développement du territoire dans le respect de la préservation des milieux.

Ces objectifs ont été traduits en différentes dispositions et dont certaines concernent la présente mission.

- Lutter contre l'eutrophisation
  - De l'assainissement collectif et industriel

La gestion de l'assainissement collectif s'étend au système de collecte et de traitement.

- Disposition n° 13 – Mesure liée à un programme d'actions : Fiabiliser la collecte des eaux usées
  Les gestionnaires des réseaux de collecte des eaux usées devront vérifier par le biais d'un diagnostic de réseaux (< 10 ans), la maîtrise hydraulique de leurs réseaux (absence de surverse d'effluents bruts) pour les évènements pluviaux de grande intensité.
  Les réseaux d'assainissement ne doivent pas présenter d'écoulements d'eaux usées non traitées vers le milieu naturel, tant que l'intensité des événements pluvieux est inférieure à l'intensité d'une pluie de référence mensuelle.

  Le bassin versant de la Vie et du Jaunay est classé en zone sensible à l'eutrophisation.
  L'obligation d'un traitement spécifique du phosphore et de l'azote s'impose donc pour tous les ouvrages recevant des eaux résiduaires urbaines d'une capacité supérieure ou égale à 10 000 éq-hab.
  Cette obligation de traitement du phosphore et de l'azote sera étendue à tous les ouvrages d'épuration des eaux résiduaires urbaines d'une capacité supérieure ou égale à 2 000 éq-hab.
  Pour les stations de petite taille (< à 2 000 éq-hab.), nombreuses sur le bassin versant, en l'absence de traitement spécifique du phosphore, la faisabilité d'une solution alternative au rejet sera étudiée au cas par cas, en fonction de l'acceptabilité du milieu naturel.

    - De l'assainissement non collectif

  Les dispositifs d'assainissement non collectif (unité individuelle), ne sont pas reconnus comme une source de pollution majeure sur le bassin versant en terme de flux globaux. L'impact ponctuel de dispositifs défaillants peut cependant être localement significatif notamment au regard des paramètres bactériologiques en zone littorale.
  La priorité consistera à agir sur les « points noirs » hiérarchisés lors des diagnostics réalisés dans le cadre des SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

    - Des stations privées

  Certaines industries/campings, non raccordés au réseau collectif public, disposent de leur propre unité de traitement. Ces stations qui, pour la quasi-totalité d'entre elles, ne relèvent pas de la nomenclature ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement), ne sont pas ou peu connues.

  Un diagnostic du fonctionnement des stations d'épurations et une surveillance de leurs rejets seront imposés par les services référents, afin de vérifier leur conformité (capacité suffisante des ouvrages, compatibilité des rejets) avec la sensibilité des milieux récepteurs.

III.13.3 SAGE Le Lay

Le SAGE Lay a été mis en œuvre par l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011. L'élaboration du SAGE du Lay a mis en évidence les 9 enjeux suivants :

- La qualité des eaux de surface
  - Satisfaction des objectifs de qualité associés au point nodal Ly
  - Définition de points nodaux intermédiaires et satisfaction de leurs objectifs de qualité associés
  - Amélioration des connaissances sur la qualité des eaux dans le marais et du devenir des pesticides à l'exutoire du Lay et dans la baie de l'Aiguillon
  - Poursuite et mise en place de programmes de maîtrise des pollutions agricoles
  - Poursuite et mise en place de programmes de maîtrise des pollutions liées à l'assainissement collectif et non collectif
- La prévention des risques liés aux inondations
  - Amélioration de la connaissance hydrologique du bassin
  - Mise en place urgente d'un Plan de Prévention des Risques inondations (PPRi) sur le Lay aval
  - Prise en compte des problématiques de ruissellement sur le bassin dans les Plans Locaux d'Urbanisme et définition de prescriptions auprès des communes à risques
  - Maintien des champs actuels d'expansion des crues et optimisation de leur rôle d'écrêtement
  - Etude de l'état et de la fonctionnalité des digues et restauration au minimum entre Moricq et le Braud
  - Priorité pour la mise en œuvre d'opérations de désensablement et de dévasement pour une meilleure évacuation du Lay, du Chenal Vieux et du chenal de la Raque
- La production d'eau potable
  - Affichage de la priorité pour l'alimentation en eau potable devant les autres besoins du bassin versant du Lay
  - Préservation de l'équilibre actuel du bilan besoins-ressources
  - Poursuite des programmes d'actions pour la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable
- Le partage des ressources en eau de surface en période d'étiage
  - Gestion des barrages en période d'étiage :
    - Respect du Débit d'Objectif d'Etiage (DOE) et gestion équilibrée de la ressource pour les milieux naturels
    - Réactualisation des règlements d'eau des retenues
    - Amélioration de la connaissance des débits en aval des retenues en adéquation avec la précision de gestion des débits estivaux

- Gestion de l'irrigation à partir des ressources superficielles :
  - Stabilisation des besoins de l'irrigation
  - Tendre vers l'autonomie des irrigants
  - Ne pas créer de nouveaux prélèvements directs pour l'irrigation sans solution compensatoire

❖ La gestion soutenable des nappes
- Amélioration du maintien en eau du marais de bordure en diminuant la durée de rupture d'écoulement de la nappe
- Définition d'une gestion permettant de tendre vers le respect d'une piézométrie objectif d'étiage
- Intégration des volumes de printemps pour l'irrigation dans le cadre de la gestion des nappes
- Organisation d'une gestion associative de l'irrigation depuis la nappe (Associations Syndicales Autorisées ou Libres : ASAI, ASLI…)

❖ La qualité des eaux marines pour la valorisation du potentiel biologique et économique
- Mise en place d'un réseau de suivi bactériologique et des pesticides
- Restauration de la qualité des eaux marines
- Mise en place de bassins de purification
- Prise en compte des besoins en eaux douces dans la zone littorale

❖ Le bon état écologique et potentiel piscicole des cours d'eau
- Permettre le franchissement des ouvrages hydrauliques pour les espèces migratrices et ce de façon prioritaire dans la zone du Lay aval et ses marais connexes
- Amélioration des contextes piscicoles du bassin
- Récupération de la qualité des cours d'eau sur tout le linéaire hydrographique
- Lancement de Contrats Restauration Entretien Zones Humides sur le Lay aval et sur le Lay amont (disposition se rapportant à plusieurs enjeux)

❖ Les zones humides du bassin
- Du marais :
  - Maintien prioritaire des zones humides existant encore dans le marais
  - Reconquête des zones humides du marais (îlots hydrauliques stratégiques pour la fraye des poissons et secteurs cultivés du marais mouillé)
  - Maintien des baisses en eau au printemps
- En dehors du marais :
  - Recensement des zones humides en amont du bassin versant

Maintien et gestion des fonds de vallée des cours d'eau primaires et secondaires

- La gestion hydraulique permettant les usages et un fonctionnement soutenable du marais
  - Entretien et conservation du réseau tertiaire des canaux
  - Eclaircissement de la distribution de l'eau dans les syndicats de marais et définition d'une gestion précise
  - Prise en compte des enjeux biologiques et notamment piscicoles dans la gestion des niveaux d'eau
  - Mise en place d'une gestion basée sur des niveaux objectifs en des points nodaux à partir d'un réseau de mesure nivelé

L'enjeu prioritaire du SAGE du Lay est la qualité des eaux. L'objectif doit aussi répondre au bon état écologique des eaux au sens de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000.

Ces enjeux ont été traduits en différentes dispositions et dont certaines concernent la présente mission.

- Améliorer le taux d'équipement de l'assainissement collectif
- Améliorer la collecte par le réseau des eaux usées collectives
  - L'amélioration de l'état des réseaux, en particulier la lutte contre les intrusions d'eaux claires parasites. Ceci permet de limiter les surcharges hydrauliques des stations d'épuration et leurs rejets directs dans le milieu.
  - La lutte contre les rejets directs par temps de pluie.
- Améliorer le taux de collecte des eaux usées
  - La suppression des déversoirs d'orage sur le réseau de collecte séparatif. Ces déversoirs seront remplacés par des bassins de stockage en entrée de station d'épuration équipés d'un pré-traitement ou d'une lagune.
  - Les bassins de stockage et leurs déversoirs d'orage en entrée de station d'épuration devront pouvoir être équipés d'appareils de mesures qualitatives et quantitatives.
  - Les bassins d'orage et les déversoirs d'orage en entrée de station de traitement ou sur les réseaux unitaires devront pouvoir réceptionner au moins des pluies de fréquence mensuelle.
  - La diminution des intrusions d'eaux claires parasites quand celles-ci représentent un volume important et induisent des surcharges dans la station d'épuration.
- Améliorer le traitement du phosphore contenu dans les effluents urbains et industriels
- Améliorer le traitement de la pollution bactérienne dans les stations d'épurations importantes

IV. LES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT

L'exploitation des équipements épuratoires est réalisée en Régie.

IV.1 Assainissement collectif existant

En 2019, la commune compte une zone d'assainissement collectif correspondant au Bourg et sa périphérie.

Le réseau d'assainissement est de type séparatif.
Les eaux usées sont principalement d'origine domestique.

IV.2 Réseau de collecte

Les caractéristiques du réseau sont:

	STEP Bourg
Linéaire réseau gravitaire	11 868 ml
Type de réseau	Séparatif
Nombre de postes de refoulement	3
Déversoir d'orage	1

IV.3 Zonage existant

Le zonage d'assainissement a été actualisé en 2015. Le périmètre collectif défini est concordant avec le périmètre de collecte des eaux usées actuel. Les écarts observés sont liés à l'abandon de zones urbanisables dans le cadre de l'élaboration du PLUi- H.

IV.4 Unité de traitement

	STEP Le Chambourg
Code SANDRE	0485098S0002
Date de mise en service	2000
Capacité nominale	1500 EH
Capacité nominale en débit	225 m3/j
Capacité nominale en DBO5	90 kg
Type de traitement	Boues activées
Milieu récepteur	Ruisseau le Roc

IV.5 Données STEP Bourg

En 2017, la station a reçu en moyenne :

- 72% de sa capacité organique nominale ;
- 70% de sa capacité hydraulique nominale.

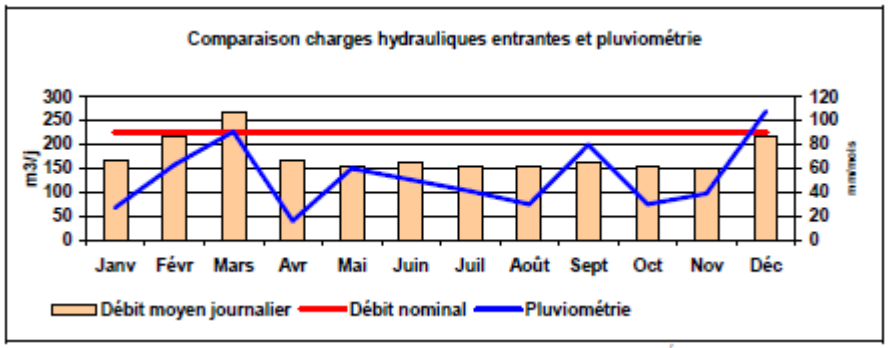


Figure 3 : débits entrant STEP 2017 (Source CD 85)

On observe que la charge en entrée de station est fortement influencée par les épisodes pluvieux en période hivernale (nappe haute).
La capacité hydraulique de la station est parfois dépassée.
Le débit moyen annuel entrant est de 158 m3/j, soit 70% de la capacité hydraulique de la station.
Le réseau est sensible aux eaux parasites météoriques et de nappe.

Date	Débit	Charge hydraulique	MES			DCO			DCO f		DBO5			DBO5 f		Charge organique	NK			NGL			Pt			Pluviométrie
			E	S	Rdt	E	S	Rdt	S	Rdt	E	S	Rdt	S	Rdt		E	S	Rdt	E	S	Rdt	E	S	Rdt	
	m³/j	%	kg/j	mg/l	%	kg/j	mg/l	%	mg/l	%	kg/j	mg/l	%	mg/l	%	%	kg/j	mg/l	%	kg/j	mg/l	%	kg/j	mg/l	%	mm
06/11/2017	148	65,8	59,2	8,70	97,8	142	34	96,5			57,7	3	99,2			64,1	17,2	4,71	95,9	17,2	5,59	95,2	1,78	2,70	77,5	0
26/04/2017	167	74,2	73,5	7,40	98,3	162	46	95,2			71,8	5	98,8			79,8	18,7	3,85	96,6	18,7	5,82	94,8	2,19	3,10	76,3	0
02/11/2016	148	65,8	75,5	3,40	99,3	135	47	94,8			57,8	3	99,2			64,2	18,1	4,74	96,1	18,1	4,89	96,0	2,03	2,42	82,3	0
06/04/2016	179	79,5	59,1	11	96,7	131	30	95,9			64,4	5	98,6			71,6	15,6	4,24	95,1	15,6	4,29	95,1	1,97	1,92	82,5	0
30/09/2015	149	66,4	58,2	4,80	98,8	149	43	95,7			61,2	3	99,3			68,0	15,4	3,76	96,3	15,4	3,90	96,2	2,00	3,21	76,0	0
08/04/2015	173	76,8	89,9	7,40	98,6	150	34	96,1			62,2	4	98,9			69,1	17,0	7,85	92,0	17,0	7,89	92,0	2,25	1,95	85	0

Tableau 1 : Synthèse des bilans pollution entre 2015 et 2017 (source CD85)

La charge organique moyenne raccordée à la station d'épuration représente 75% de la capacité nominal de la STEP.

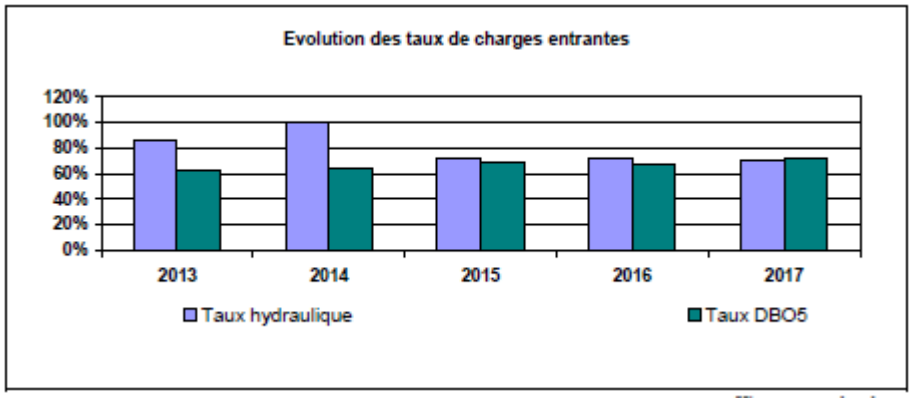


Figure 4 ::Evolution des taux de charge entrantes (source CD85)

Les charges hydrauliques et organiques entrantes sont stables. Le réseau est sensible aux eaux parasites.
Les normes de rejet de l'arrêté départemental et de l'arrêté du 22/07/2015 sont respectées.

IV.5.1 Conclusion du schéma directeur d'assainissement

La commune a réalisé une étude diagnostique de son réseau de collecte des eaux usées ainsi que de l'ouvrage de traitement en 2017.
De cette étude découle le schéma directeur d'assainissement dont l'objectif est de proposer un programme hiérarchisé de travaux à mener par la commune.

Priorité	Intervention		Echéance
Etudes préalables	Remise des conclusions de l'étude de schéma directeur Réalisation de l'étude de faisabilité		Mars 2017
N°1	Réduction des eaux claires parasites d'infiltration : réduction des dysfonctionnements critiques, combinaison de l'ensemble des travaux par voie interne (optimisation économique)	Travaux étanchement réseau par voie interne	2017-2019
		Travaux par tranchée ouverte	
	Lit de séchage	Travaux de mise en conformité	
	Autosurveillance		
	Tamis rotatif		
TOTAL PRIORITE N°1			**758 940 €HT**
N°2	Réduction des eaux claires parasites d'infiltration	Travaux étanchement réseau par voie interne	2019-2021
		Travaux par tranchée ouverte	
TOTAL PRIORITE N°2			**395 340 €HT**
N°3	Réduction des eaux claires parasites d'infiltration : réduction des dysfonctionnements mineurs	Travaux étanchement réseau par voie interne	2021-2022
	Extension capacité traitement	Etudes Négo. foncières Consultation entreprises Travaux de construction station d'épuration	
TOTAL PRIORITE N°3			**517 080 €HT**
Hors priorité	Lutte contre les apports directs pluviaux		**64 128 €HT**
TOTAL GENERAL			**1 735 488 €HT**

IV.5.2 Actions menées suite au schéma directeur d'assainissement

- Création lits de séchage
  - 4 lits supplémentaires
- Enquête de branchement avant travaux de réhabilitation
  - Ces contrôles permettent d'identifier les branchements d'eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées.
- Réhabilitation réseau centre bourg
  - Rue du chêne
  - Rue des Pervenches
  - Impasse des Lilas
  - Rue du Pont Cateline (Salle des Sport)

IV.5.3 Conclusion

La charge organique entrante est de 72%.
La collectivité a réalisé des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées.

IV.6 Actions pour réduire les apports d'eaux claires parasites

La collectivité a réalisé des travaux pour réduire les volumes d'eaux claires parasites.
La collectivité va poursuivre ses efforts.

IV.7 Capacité résiduelle des ouvrages de traitements

	STEP Bourg	
	Organique Kg de DBO5	Equivalent habitants (EH)
Charges actuelles	64.80	1080 EH
Capacité résiduelle	25.20	420 EH

IV.8 Réseau pluvial

IV.8.1 Évacuation des eaux pluviales

Le réseau d'assainissement étant totalement séparatif les eaux pluviales en agglomération sont collectées par un réseau distinct des eaux usées. Ce réseau pluvial suit un tracé similaire à celui des eaux usées.
Pour les écarts en campagne, les eaux de ruissellement sont collectées par des fossés puis de ruisseaux rejoignant le cours d'eau principal.

IV.8.2 Gestion des eaux pluviales

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires lors de la réalisation des travaux d'urbanisation pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval soit de manière globale soit à la parcelle.

IV.9 Assainissement non collectif

La commune a confié la mise en œuvre et le suivi de son Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) à la communauté de communes de VIE et BOULOGNE.
L'assainissement non collectif concerne 113 installations.

	Nombre d'habitation
Priorité 1	15
Priorité 2	68
Priorité 3	30
Total	113

Les contrôles périodiques de bon fonctionnement sont en cours de renouvellement sur une partie du territoire. Le prochain contrôle de bon fonctionnement sur la commune est en 2018 -2019
La campagne de bon fonctionnement en cours de renouvellement va permettre d'affiner le recensement.

La mise aux normes du parc d'installations d'assainissement non collectif se poursuit. L'accompagnement des acteurs évoluent peu à peu, dans une démarche d'amélioration continue.

Les zones délimitées en assainissement non collectif concernent des zones ou seront autorisés principalement que des extensions limitées des habitations existantes.
L'augmentation du nombre d'assainissements individuels sera donc faible, voire nulle.
Toute demande d'urbanisme pour une maison existante sera accompagnée de travaux pour la réhabilitation de l'assainissement autonome.

V. GENERALITES SUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

V.1 Principe général de fonctionnement

Tous les systèmes d'assainissement non collectifs reposent sur le même principe : chaque système est pensé pour créer un milieu favorable au développement des microorganismes (bactéries) qui vont dégrader, digérer la pollution produite par l'homme.

Pour obtenir ce résultat, l'assainissement se décompose généralement en deux parties : le prétraitement puis le traitement.

Le prétraitement est en général fait dans une fosse toutes eaux (ou décanteur) pour obtenir une décantation des eaux et éliminer un maximum de pollution (Matières En Suspension).

Le traitement se fait de manière différente selon les systèmes, mais repose sur le même principe : provoquer et favoriser le développement des bactéries en milieu aérobie sur un massif filtrant (sol en place ou sol reconstitué).

Une étude spécifique dite « étude de choix de filière et de conception d'un assainissement non collectif » à la parcelle permettra de définir l'ensemble des prescriptions techniques. Elle doit être réalisée par un organisme compétent désigné par le pétitionnaire.

Le rejet des eaux domestiques en milieu naturel ne peut être réalisé qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur mais aussi d'assurer :

- la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel, si une étude particulière démontre qu'aucun autre mode d'évacuation n'est envisageable.

V.2 Filières réglementaires

Les installations d'assainissement non collectif sont de 2 types :

- avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué ;
- avec d'autres dispositifs de traitement, à savoir des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé (liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes publiées au Journal officiel de la République française).

V.3 Entretien d'une installation d'assainissement non collectif

Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;

- le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement ;

- l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

VI. PRESENTATION DES SECTEURS ETUDIES

Seules les zones urbanisables du PLUi- H font l'objet de la présente révision du zonage d'assainissement.
La densité de l'habitat est définie à partir des orientations d'aménagement et de programmation spatialisées (source PLUi- H).

Les dents creuses sont évaluées à partir de l'étude des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis (Source PLUi- H).
Seules les parcelles classées dents creuses ou cœur d'îlot sont comptabilisés dans le cadre du zonage d'assainissement.

Important : Non incluse : La desserte interne des zones urbanisables. Si celle-ci est vouée à la création d'un lotissement privé, la desserte interne sera à la charge de l'aménageur.

L'implantation d'activités génératrice d'effluents non domestiques doit rester compatible avec le dimensionnement de la station.
La collectivité a toujours le droit de refuser le déversement d'eaux industrielles car le raccordement des effluents non domestiques au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

STEP Bourg		
Secteur	Vocations	Nombre de lots
Dents creuses	Habitat	10 lots
Les Grands Chênes	Habitat	14 lots
Les tardivières 4	Habitat	73 lots
La Bruyère	Activités économiques	0.60 ha
Zone 2 AU	Habitat	61 lots

VII. ESTIMATION DES DEPENSES : ETUDE DES SCENARII SECTEURS URBANISABLES

L'ensemble des zones de développement est situé dans ou à proximité du réseau de collecte existant.
Le choix du raccordement au réseau collectif est retenu car :

- Proximité vis à vis du réseau d'eaux usées existant
  - Densité habitat moyenne à forte
  - Assainissement non collectif gourmand en espace
  - Amortissement de l'unité de traitement existant

L'ensemble des zones urbanisable est raccordable au réseau collectif existant. Ces zones sont situées en périphérie du réseau collectif existant.

Toutes ces zones sont raccordables au réseau existant.

VIII. PREVISIONNEL DES FLUX POLLUANTS ENVOYES EN STATION D'EPURATION

Les besoins en capacité de traitement (niveau A.P.S.) peuvent être évalués comme suit :

- Charge actuelle moyenne en équivalents habitants 1080 EH
  - Branchements futurs
- Zone à vocation d'habitat : 2,4 E.H. par lot ;
- Zone à vocation artisanale : 20 E.H. par ha.

Secteur	Branchements		Charge estimée (EH)
	Existants	Futurs	
Zone actuelle collectée			1080 EH
Dents creuses		10 lots	24
Les Grands Chênes		14 lots	34
Les tardivières 4		73 lots	175
La Bruyère		0.60 ha	12
Zone 2 AU		61 lots	146
TOTAL			1 471 EH

Le raccordement de ces différentes zones engendre une charge de pollution en entrée de station estimée à 1 471 E.H.

À terme, la station serait à 98 % de sa charge de pollution.
La station d'épuration dispose d'une capacité suffisante pour intégrer l'ensemble des zones d'urbanisation futures.

Sur la base de 20 logements par an, la station sera à saturation à échéance 2027 (7 ans).

La mise en place d'un nouvel outil épuratoire à moyen terme (2027- 2030) est nécessaire.

IX. CONCLUSION

Les charges collectées sur les ouvrages représentent 72% de la charge nominale sur la STEP.
Le réseau est sensible aux eaux claires parasites. Des travaux de réduction des eaux parasites ont été réalisés. La collectivité doit poursuivre les efforts (Programmation travaux définis dans le cadre du schéma directeur d'eaux usées).

La station est en capacité de raccorder les zones urbanisables défini à court et moyen terme.

Concernant les secteurs à urbaniser, leurs situations proches du réseau existant demandent peu d'investissement par rapport au potentiel d'habitations futures. De plus, le maintien de l'assainissement non collectif sur ces zones urbanisables serait plus contraignant car la superficie des lots conduirait à la mise en place de filière compacte plus chère en investissement et en fonctionnement pour le particulier.

C'est pourquoi, la collectivité décide d'intégrer dans le périmètre collectif les secteurs étudiés en périphérie des zones de collecte du Bourg.

Il est nécessaire d'améliorer la qualité de collecte des eaux usées en :

- Luttant contre les Eaux Parasites d'Infiltration par réhabilitation et étanchement des réseaux d'eaux usées ;
- Luttant contre les Eaux Claires Météoriques.

Une réflexion doit être amorcée pour étudier :

- une augmentation de la capacité de traitement,
- une amélioration des capacités épuratoires du traitement.

X. RAPPEL DES OBLIGATIONS EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

Deux zones d'assainissement sont distinguées sur la carte de zonage, à l'intérieur desquelles les obligations des propriétaires privés sont, entre autres :

- Zone d'assainissement non collectif :

  - Equiper son habitation d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement (code de la Santé Publique L1331-1-1) ;
  - Assurer l'entretien des installations : Arrêté du 7 septembre 2009 art 15 ;
  - Permettre l'accès à la propriété privée des agents du service d'assainissement qui assurent le contrôle (code de la Santé Publique L1331-11) ;
  - Si l'installation est jugée non-conforme suite au premier diagnostic, obligation de remise à conformité sous 4 années (art L 1331-1-1 de code de la Santé Publique).

- Zone d'assainissement collectif :

  - Les installations déjà desservies par une conduite d'assainissement collectif doivent y être raccordées, conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique. Les fosses septiques, toutes eaux ou étanches devront être déconnectées, vidangées, désinfectées et remplies de sable. Le délai maximum de raccordement est de 2 ans à compter de la desserte de l'habitation par le réseau de collecte ;
  - Les installations non desservies actuellement par une conduite d'assainissement collectif doivent disposer d'un assainissement autonome conforme aux prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009, en attendant la mise en œuvre du réseau de collecte. L'installation transitoire d'assainissement autonome devra être conçue de manière à faciliter le futur raccordement sur le réseau public ;
  - Les eaux résiduaires industrielles doivent être traitées à priori par l'industriel. Elles ne peuvent être rejetées au réseau public d'assainissement sans autorisation préalable. Celle-ci peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

- Prise en charge par la collectivité :

Les dépenses d'investissement et de fonctionnement de l'assainissement collectif sont prises en charge par la collectivité. Les usagers doivent s'affranchir d'une redevance annuelle et d'une participation à l'assainissement collectif (PFAC).

Ces montants de redevances peuvent être modifiés tous les ans par décision du conseil municipal.

Tous les ouvrages nécessaires pour acheminer les eaux usées à la partie publique des branchements seront à la charge des propriétaires.

Référencement des lois et textes réglementaires en application

- Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques. En particulier, les art. 46, 47, 54, 57 et 102 relatifs à l'assainissement non-collectif : modification du Code de la Santé Publique, du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de la Construction.

- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO

- Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 : Prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égal à 1,2 kg/j de DBO5.

ANNEXE 1 :

PROJET DE ZONAGE COLLECTIF

SICAA
EXPERTISE TECHNIQUE ET RÉGLEMENTAIRE études

12 Boulevard de la Vie
Belleville sur Vie
85 170 BELLEVIGNY
tél. 02 51 24 40 25
Fax 02 51 24 40 29
Mél : etudemo@sicaa.fr

Commune de LA GENETOUZE
VENDEE- 85

Maître d'ouvrage: Mairie
Place de la Mairie
85190 LA GENETOUZE

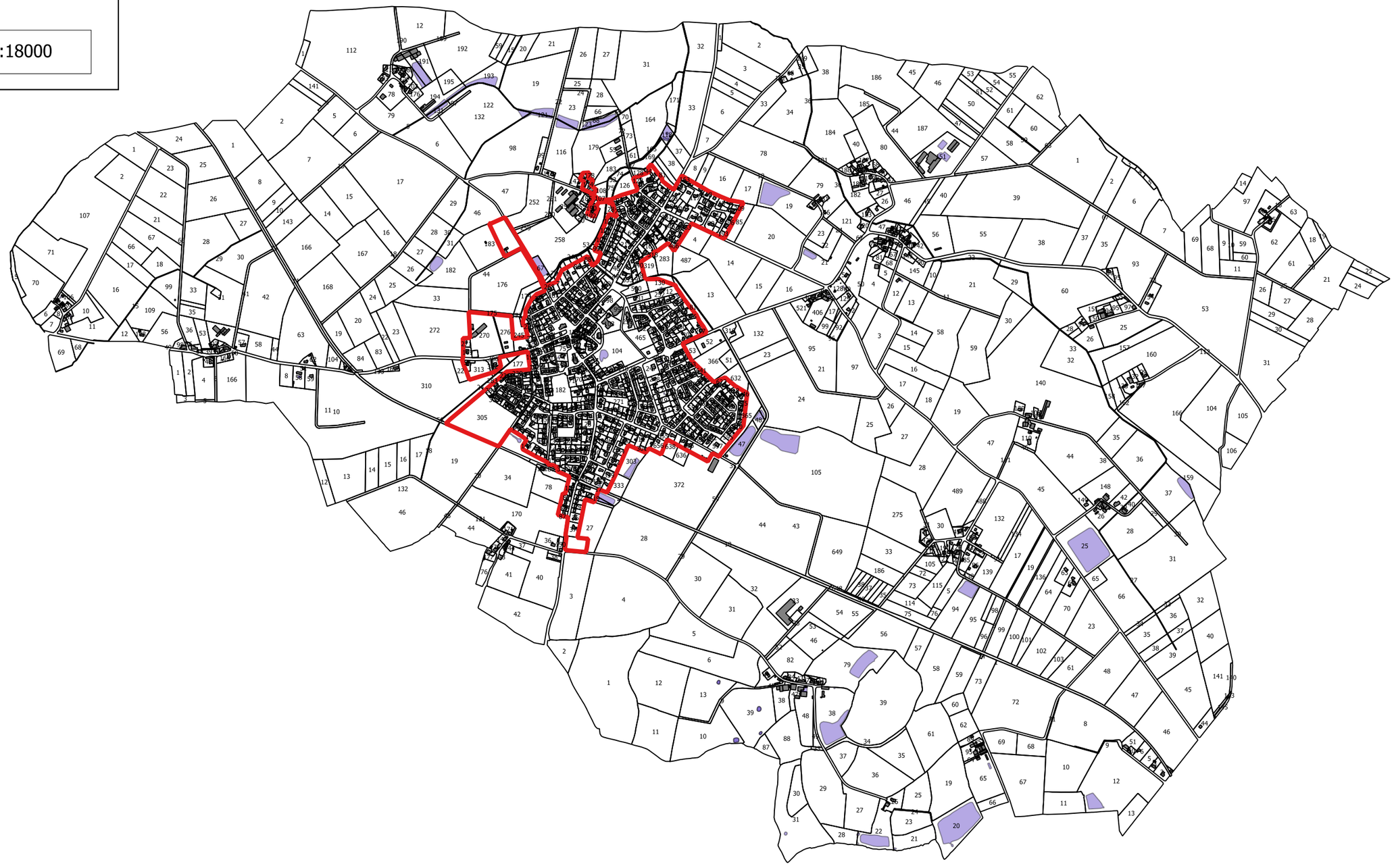
Zonage assainissement eaux usées
Vue d'ensemble

Date: Janvier 2021

1:18000

Légende

Zonage collectif



SICAA
EXPERTISE TECHNIQUE ET RÉGLEMENTAIRE études

12 Boulevard de la Vie
Belleville sur Vie
85 170 BELLEVIGNY
tél. 02 51 24 40 25
Fax 02 51 24 40 29
Mél : etudemo@sicaa.fr

Maître d'ouvrage

Commune de La Genétouze

MAIRIE
Place de la Mairie
85190 LA GENETOUZE

ACTUALISATION ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Zonage assainissement eaux usées Bourg

Plan dressé le: Janvier 2021

Plan dressé par: CR

REF dossier:3756

Plan: 1/1

1:4000

N W E S

Légende
- Zonage eaux usées La Génétouze
- Secteurs déclassés en assainissement non collectif
- Zone desservie par le réseau d'assainissement existant
- Extension du réseau d'eaux usées (nouveau secteur relevant de l'assainissement collectif)
- Secteurs relevant de l'assainissement collectif (plan de zonage 2015)

Département de la Vendée

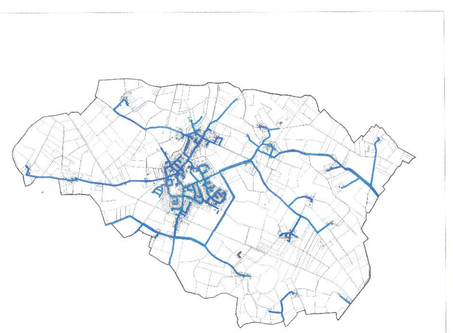
Commune de la GENETOUZE

PLAN LOCAL D'URBANISME

Dossier d'approbation

Pièce n°5: Annexe

Réseau eau potable



Paysages de l'Ouest
2 rue Alain Bombard
44821 Saint Herblain cedex
Tel : 02 40 76 56 56

14U02